



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 28 septembre 2021**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 28 septembre 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 28 juillet 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Aménagement durable - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative à la phase 1 du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Avis
2. Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Protocole d'intention de financement pour la réalisation de la phase 1 - Autorisation de signature
3. Solidarités - Politique Locale de l'Habitat - Création d'un Organisme de Foncier Solidaire Métropolitain - Approbation
4. Solidarités - Évolution du régime d'aides propres de Montpellier Méditerranée Métropole pour le développement de l'offre de logements privés à loyer maîtrisés - Approbation
5. Animation du territoire - Nouvelle dénomination du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Cité des Arts - Danse, Musique, Théâtre - Approbation
6. Animation du territoire - Cité des Arts - Convention de partenariat avec le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) - Autorisation de signature
7. Animation du territoire - Cité des Arts - Convention de partenariat avec l'association CompOccitanie pour l'organisation d'un concours de composition - Autorisation de signature
8. Animation du territoire - Cité des Arts - Convention de mise à disposition du Gamelan Umbul Sari à l'association Collectif Koa - Autorisation de signature
9. Animation du territoire - Cité des Arts - Création et organisation du Prix Bécriaux - Mise à disposition de l'Auditorium Varèse - Convention avec l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier - Autorisation de signature
10. Animation du territoire - Cité des Arts - Rémunération des intervenants extérieurs, tarifs des achats de prestation de cours et prise en charge des frais de déplacements - Approbation
11. Animation du territoire - Création d'un fonds de soutien aux Industries Culturelles et Créatives - Cadre d'intervention du dispositif, convention de partenariat avec la Région Occitanie et charte de fonctionnement des comités de lecture - Approbation - Autorisation de signature
12. Animation du territoire - Convention de Partenariat entre le musée Fabre et l'École Supérieure ARTFX - Autorisation de signature
13. Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Instauration de l'exonération pour les Jeunes Entreprises Innovantes (JEI) et Jeunes Entreprises Universitaires (JEU) - Approbation
14. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération pour les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique - Approbation
15. Ressources - Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes - Adoption
16. Environnement - Récupération et valorisation d'énergie pour le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Convention de mise à disposition d'eaux usées du réseau d'assainissement «Taillade» - Autorisation de signature
17. Environnement - Création d'un comité des abonnés du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) - Désignation des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
18. Environnement - Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2021 - Participation de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
19. Environnement - Politique zéro déchet - Appel à projets 2021 - Réduction des déchets ménagers assimilés - Règlement de l'Appel à Projets (AAP) - Approbation

20. Aménagement durable - Ville de Montpellier - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
21. Aménagement durable - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Grabels - Approbation
22. Aménagement durable - Cession à la Ville de Montpellier des locaux de l'ancien Conservatoire à Rayonnement Régional - Parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de Candolle à Montpellier - Approbation
23. Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Commune de Montpellier - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation
24. Solidarités - Cité éducative Mosson - Appel à propositions 2021 - Attribution de subventions - Approbation - Conventions - Autorisation de signature
25. Solidarités - Dotation politique de la ville 2021 - Convention d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
26. Solidarités - Contrat de ville de Montpellier - Attribution de subventions aux associations - Exercice 2021 Approbation - Autorisation de signature
27. Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subvention à six associations au titre de l'année 2021 - Conventions - Autorisation de signature
28. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Participation de PLANETE OUI au titre de l'année 2021 - Convention - Autorisation de signature
29. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Participation de TotalEnergies pour 2021 - Convention - Autorisation de signature
30. Solidarités - Boussole des Jeunes - Charte d'engagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Approbation et signature
31. Solidarités - Logement d'abord - Charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 - "Nuit de la solidarité" - Autorisation de signature
32. Solidarités - Plan Initiative Copropriétés (PIC) 2019-2024 - Opération Programmée d'Amélioration de l'habitat copropriété dégradée - Quartier Mosson - Attribution de subventions - Autorisation de signature
33. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers "Courreau/Figuerolles/ Nord-Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation de trois logements et trois copropriétés - Autorisation de signature
34. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 107 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
35. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson - Attributions de subvention pour la réhabilitation de 6 logements - Délibération n°M2019-70 du 21 février 2019 - Modification - Autorisation de signature
36. Solidarités - Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2021-2026 de l'Office Public de l'Habitat Hérault Logement - Approbation - Autorisation de signature
37. Solidarités - Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2021-2026 de la SA d'HLM FDI Habitat - Approbation - Autorisation de signature
38. Solidarités - Construction de 3 logements sociaux - 100, avenue Roger Couderc, ZAC Ovalie lot 19B à Montpellier - Convention d'attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat ACM - Autorisation de signature

39. Solidarités - Convention de transmission d'informations relatives au parc social locatif entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organismes d'habitations à loyer modéré - Autorisation de signature
40. Solidarités - Convention de Partenariat entre Pôle Emploi Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la Plateforme collaborative métropolitaine clause sociale - Approbation - Autorisation de signature
41. Cycles de l'eau - Plan de gestion des cours d'eau du bassin versant de Thau et de l'étang de l'Ingril sur le territoire de la Métropole - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation
42. Cycles de l'eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie - Convention de financement entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'amélioration de la Défense incendie du lotissement du plateau du Piquet à Grabels - Autorisation de signature
43. Aménagement durable - Concession d'Aménagement - Clapiers - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Castelet - Avis du Conseil de Métropole sur la modification du programme d'équipements publics de la ZAC - Convention de participation de l'aménageur - Approbation - Autorisation de signature
44. Aménagement durable - Conventions pour le financement et l'entretien d'un bassin de rétention entre la COMUE Languedoc-Roussillon et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant de transfert à l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature
45. Aménagement durable - Convention de travaux entre l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de travaux Rue du Puech Villa à Montpellier - Autorisation de signature
46. Aménagement durable - Convention relative au rétablissement des voies de communication suite au déplacement de l'A9 entre ASF et Montpellier Méditerranée Métropole - Chemin du Pradas à Baillargues - Autorisation de signature
47. Aménagement durable - Gestion du réseau pluvial - Convention de refacturation entre la commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
48. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le CROUS de Montpellier Occitanie pour le dispositif de billetterie YOOT - Autorisation de signature
49. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre et la Fondation d'entreprise du musée Fabre - Autorisation de signature
50. Animation du territoire - Conventions de partenariat avec le New York Times, Télérama, Le Figaro et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "United States of Abstraction" - Autorisation de signature
51. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier et le musée Fabre - Autorisation de signature
52. Animation du territoire - Domaine d'O - Convention d'occupation du domaine public avec l'Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Réseau des médiathèques et du livre - Renouvellement du contrat Territoire Lecture - 2021/2023 - Autorisation de signature
54. Animation du territoire - Convention de partenariat 2021/2026 - Convention annuelle saison 2021/2022 entre la Médiathèque Jules Verne et le théâtre du Chai du Terral - Saint Jean de Védas - Approbation - Autorisation de signature
55. Animation du territoire - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

56. Animation du territoire - Palais des sports René-Bougnol - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Mise à disposition au Montpellier Handball - Avenant n° 1 - Autorisation de signature
57. Animation du territoire - Palais des sports René-Bougnol - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Convention de dénomination - Attribution - Autorisation de signature
58. Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Conventions d'attribution - Exercice 2021- Autorisation de signature
59. Animation du territoire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions d'attribution - Exercice 2021 - Autorisation de signature
60. Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Exercice 2021 - Autorisation de signature
61. Attractivité - Convention Cadre de partenariat 2021-2023 entre Montpellier Méditerranée Montpellier, le Conseil Départemental de l'Hérault, l'Agence de développement touristique Hérault Tourisme et l'Office de tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention d'application n°1 : partage des données touristiques SIT 34 - Approbation - Autorisation de signature.
62. Attractivité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault - Attribution de subvention - Autorisation de signature
63. Attractivité - Soutien aux écoles du numérique de Montpellier - Attribution de subvention 2021 - Conventions de mise à disposition du domaine public - Approbation - Autorisation de signature
64. Attractivité - Convention de partenariat entre l'Université de Montpellier pour le compte de l'I-SITE MUSE et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
65. Attractivité - Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Développement Économique" et "Ressources Humaines" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
66. Attractivité - Projet de coopération décentralisée COOPALIM - Fès (Maroc) - Attribution de subvention - Convention - Mission d'expertise - Autorisation et Financement de la mission - Autorisation de signature
67. Attractivité - Mission Barcelone - Participation au VII Forum Mondial des signataires du Pacte de Politique Urbaine Alimentaire (MUFPP) de Milan du 19 au 21 octobre 2021 - Approbation
68. Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux Communes - Approbation
69. Ressources - Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL) - Exercice 2021 - Approbation
70. Ressources - Création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
71. Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Autorisation de signature
72. Ressources - Mise à jour de la liste des bénéficiaires de logements de fonction - Approbation
73. Ressources - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
74. Attractivité - Convention pluriannuelle d'objectifs et de collaboration pédagogique entre le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Approbation - Autorisation de signature
75. Ressources - Tarifs boutique du Musée Henri Prades - Modification des délibérations n°M2020-483 du 17 décembre 2020 et n°M2021-384 du 28 juillet 2021 - Approbation
76. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
77. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

78. Cycles de l'eau - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2020 - Approbation
79. Cycles de l'eau - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'Assainissement 2020 - Approbation

Diffusion de La Marseillaise.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Bonjour à tous. Merci, chers collègues, de votre présence. Je propose de donner tout de suite la parole à Monsieur MANSOURIA pour l'appel, que je remercie.

Sophiane MANSOURIA procède à l'appel.

L'appel est clos. Le quorum est atteint.

D'abord, je vous prie d'excuser l'absence de Clément PRUNIÈRES, Directeur de Cabinet à la Métropole, qui, à 5h38 a eu un heureux événement avec la naissance du petit Raphaël, que je veux saluer.

Applaudissements.

La maman va bien. Ce sont des moments de joie, de grande joie.

Je voudrais vous remercier tous et toutes, chers collègues, d'avoir accepté d'avancer ce conseil, pour permettre à beaucoup d'entre nous de pouvoir être aux obsèques de Michel PASSET, pour qui je voudrais ici avoir quelques mots. Il n'y aura pas d'information, et on essaiera de mener les débats le plus sérieusement possible naturellement, pour pouvoir essayer d'achever la séance au plus tôt. Je voudrais avoir quelques mots pour Michel PASSET que beaucoup d'entre vous ici, d'une manière ou d'une autre, ont connu. Il siégeait sur les bancs de l'Assemblée communautaire quand Georges FRÊCHE en était le Président. Il était élu de la Ville de Montpellier. C'était surtout une figure de la vie politique locale, animé de ses idéaux, militant communiste de toujours, toute sa vie, engagé aussi à la CGT. Il est aussi le symbole de ce que la République est. Ouvrier dans l'usine automobile dans l'est du pays, il consacre sa vie à l'engagement et il accède à des responsabilités publiques. Michel les exerçait en fidélité à ses convictions, très ferme d'ailleurs dessus. Mais je crois que tous ceux qui l'ont connu savent qu'il le faisait dans le respect des autres. Ici, je vois Madame MIRALLES qui acquiesce, et je trouve ça très élégant de votre part, et d'autres d'ailleurs, dans le respect des convictions des autres. Il nourrissait ainsi le débat républicain. Il était un homme aussi d'une certaine jovialité, je dirais. On avait toujours avec lui, dans ces moments où on sort un petit peu de l'Assemblée parce que le débat s'éternise, il était toujours joyeux. Il avait beaucoup de traits d'humour, d'esprit, parce qu'au fond il aimait la vie, il aimait les gens, il aimait les autres. Sa vie est une vie qui fut faite d'engagements. À Montpellier, il porta remarquablement les délégations qui lui furent confiées – je pense évidemment à celle de la jeunesse, où il anima le CMJ, porta de nombreux projets. Il était aux côtés des forces de sécurité, il siégeait inlassablement dans les commissions de sécurité, il rappelait aux entreprises qu'elles avaient des devoirs en matière de protection. C'était donc un élu pleinement investi dans ses mandats et, je le disais, fidèle en conviction. Michel PASSET, quelle que soit sa sensibilité, dans cette culture qui travaille la gauche, qui est parfois de manifester, de descendre dans la rue, de pétitionner, il était toujours au premier rang, il était toujours en première place. J'aurai l'occasion tout à l'heure, à la cérémonie, en votre nom, de m'efforcer de lui rendre hommage.

À cet instant, mes pensées vont d'abord à Françoise PASSET, qui l'a accompagné jusque dans l'épreuve ultime. Elles vont aussi à tous les militants communistes de Montpellier, du Département de l'Hérault. Je sais ici que nos collègues Hervé MARTIN et Clara GIMENEZ ont une dette immense avec eux, comme nous nous en avons une, car quand on a eu la chance de rencontrer Michel PASSET, ça n'est pas un visage qui vous laisse indifférent. Je sais, cher Renaud, qu'il était résident de Jacou. Il était Jacoumard et lui-même, dans la commune, marquait le bon esprit.

Plutôt que d'observer une minute de silence, parce que Michel PASSET était un homme qui aimait parler, qui aimait le bruit de la vie, l'écho de la vie, je vous propose de lui réserver des applaudissements qu'il mérite. Puisse-t-il nous entendre. Ciao Michel.

Applaudissements soutenus.

Je vous remercie beaucoup. Clara, Hervé nous quitteront dans quelques instants. Donc on va mener l'ordre du jour. On mesure évidemment, chère Clara, cher Hervé, l'émotion qui est la vôtre.

M. A. EL KANDOUSSI sort définitivement de séance définitivement (avec le pouvoir de M. P. SAUREL).

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 28 SEPTEMBRE 2021

Monsieur le Président

Je vous propose de passer aux décisions de l'Assemblée, d'abord d'approuver notre ordre du jour, qui comporte 79 affaires. Y a-t-il des refus de prendre part au vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Adopté.

L'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

Pour : 84

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 28 JUILLET 2021

Monsieur le Président

Le procès-verbal du 28 juillet : y a-t-il des abstentions ? Des oppositions ? Des refus de prendre part au vote ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal de la séance du 28 juillet 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 84

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance des décisions. Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : AMENAGEMENT DURABLE - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (DUP) RELATIVE A LA PHASE 1 DU PROJET DE LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER-PERPIGNAN (LNMP) - AVIS

M. R. REVOL entre en séance.

Mmes E. CABELLO, C. GIMENEZ, A. SAURAT, et M. H. MARTIN sortent définitivement de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 2 : AMENAGEMENT DURABLE - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER-PERPIGNAN (LNMP) - PROTOCOLE D'INTENTION DE FINANCEMENT POUR LA REALISATION DE LA PHASE 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Pardon Agnès, j'ai oublié de te citer. Cela concerne la déclaration d'utilité publique relative à la phase 1 du projet de ligne nouvelle Montpellier-Perpignan. Il y a ici un diaporama. Ce sont les affaires 1 et 2. On y va.

Le tracé concerné, la phase n° 1, c'est Montpellier-Béziers. C'est celle qui, du point de vue de nos mobilités, nous préoccupe le plus, car la réalisation de la ligne nouvelle permettra de développer le TER du littoral, donc

de pouvoir cadencer les TER, accroître l'offre du côté de Sète-Montpellier et au-delà, Béziers-Montpellier, pour les trains du quotidien, et donc d'offrir sur la partie ouest de la Métropole des alternatives, une alternative aux déplacements automobiles par un cadencement qui pourrait ressembler, cher Jean-Luc, à celui que nous connaissons à Baillargues, qui est un moyen d'offrir aux habitants de cette partie est de la Métropole des TER rapides. Donc la première phase, la DUP, ce sera Montpellier-Béziers. Horizon de début des travaux, 2029, et livraison, 2032. La seconde phase consistera à terminer le tronçon Béziers-Perpignan à l'horizon 2040.

Ce sont des chantiers extrêmement importants. Dois-je rappeler ici très brièvement que ce sont des décisions qui ont été prises en 1986 par François MITTERRAND et Felipe GONZALEZ au Domaine d'O. C'est la dernière fois que Montpellier accueillait un sommet. La prochaine fois, c'est le sommet Afrique-France. 1986. Donc la promesse, l'engagement de la France sera honoré à l'horizon 2029-2040. Cela est possible grâce à l'implication d'abord du Premier ministre Jean CASTEX, que je voudrais remercier ici, ainsi que de la Présidente de Région Carole DELGA, qui a plaidé pour relancer ce dossier et qui a pu trouver le soutien unanime de l'ensemble des collectivités territoriales, ainsi que l'action, je veux le citer et le saluer, déterminante du Préfet Étienne GUYOT, Préfet de Région, qui a bien compris l'enjeu stratégique pour le territoire.

Je propose de passer rapidement. Les enjeux, évidemment, j'ai évoqué les mobilités, c'est évidemment s'inscrire dans la stratégie des objectifs de réduction des émissions de CO₂ et de travailler sur le dynamisme pour le territoire.

Dernier point : on va aller sur le plan de financement, parce que cela nous engage. Cela nous engage, parce que, pour mener le financement de ces chantiers, ce n'est plus comme à la grande époque des années 90, nous allons entrer dans un dispositif prévu par la LOM pour créer une société de projets qui va financer la réalisation de la LGV. Donc pour réaliser cette infrastructure, c'est cette société de projets qui sera l'acteur principal. Donc chacun va contribuer au financement de la LGV : naturellement, l'État au premier rang, l'Union européenne dans le cadre d'ailleurs des opportunités qui nous ont été données dans le plan de relance, la Région, principal financeur. Et ensuite, chacune des collectivités, départementales après la Région, mais aussi intercommunalités, vont être amenées à contribuer à la société de projets. Donc nous allons nous engager sur un financement qui sera lissé le temps d'amortir le projet. Voilà l'engagement qui est le nôtre. Nous, évidemment, nous sommes très intéressés – je l'ai dit tout à l'heure – sur Montpellier-Béziers, car il s'agit d'offrir des alternatives pour les TER. Et Perpignan, évidemment, est intéressée pour boucler la LGV, et donc financera également sur toutes les phases. Donc nous financerons la phase 1 et la phase 2, comme l'intercommunalité de Perpignan ou de Carcassonne finance la phase 1 et la phase 2.

Donc voilà ce sur quoi il nous est demandé de délibérer. La 1 sur la DUP, et le 2, sur la grille de financement. C'est un dossier stratégique pour le territoire. Dans cette Assemblée, à de très nombreuses reprises, il y a eu des vœux appelant à la réalisation de la LGV. Je me souviens celui de 2010, en disant « ça y est, c'est réglé ». Là la DUP, l'ouverture de la DUP permet d'aller dans une phase active, la création de la société de financement, dans une phase active.

Je voudrais juste, en conclusion de cette introduction, pour laisser évidemment les prises de parole des uns et des autres qui viendront enrichir la position de la Métropole, quand même relever les choses. Si on peut se réjouir, il faut quand même pointer quelque chose qui ne va pas. J'ai cité 86. En 86, on prend cette décision. Si tout va bien, elle sera mise en œuvre en 2040. Il aura fallu 66 ans pour honorer la parole de la France et de l'Espagne pour réaliser la grande vitesse Paris-Madrid. Nos amis espagnols ont tenu l'intégralité de leur parole puisque Madrid et Perpignan sont reliés en ligne à grande vitesse. Le tronçon Montpellier-Perpignan est à faire. Il sera en service, pour l'instant, à l'horizon 2032, Montpellier-Béziers, et si tout tient, en 2040, la LGV sera achevée. Moi je le dis, je pense que c'est une conviction partagée par beaucoup de collègues : il est temps de retrouver la maîtrise du temps et la maîtrise des projets, parce que cela a trop traîné. La question climatique et notamment la possibilité de transférer du fret sur le ferroviaire est en jeu, la question des mobilités est en jeu. Et puis globalement, vous imaginez, c'est l'échelle d'une vie, presque, pour pouvoir mener ce projet.

Là, en tout état de cause, les choses avancent, la détermination de tous compte énormément, et donc j'espère que nous adopterons le plus largement possible ces deux délibérations – je vous propose d'ouvrir le débat sur les deux.

Prises de parole : Madame MANTION, Madame MIRALLES, Madame DOULAIN et Monsieur REVOL. Je vous propose d'essayer d'être le plus synthétique possible, en vous remerciant par avance.

Coralie MANTION

Bonjour tout le monde. En effet, le tronçon jusqu'à Béziers est important, mais c'est la totalité de la ligne qui est très importante, pour délester l'A9 des camions pour diminuer la pollution à Montpellier. Il est donc très important de revoir le projet.

L'urgence climatique, les besoins de préservation de notre santé et de notre environnement imposent de réduire drastiquement et au plus vite les transports polluants. Le transport de la route vers le rail de transport de voyageurs et de marchandises fait partie des réponses à cet enjeu. Ainsi, délester l'axe autoroutier du littoral méditerranéen emprunté chaque jour par plus de 10 000 poids-lourds est une priorité. D'autre part, favoriser l'intermodalité entre TGV et trains du quotidien s'impose également pour un service public de qualité, un développement équilibré des territoires et pour que la voiture particulière cesse d'être une nécessité.

Trente ans que la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan est dans les cartons. Trente ans que nous attendons cette ligne pour développer les transports décarbonés. Mais cette impatience ne doit pas nous amener à soutenir ce projet les yeux fermés. Ce projet tel qu'il est actuellement n'est pas mixte TGV-fret de bout en bout, ce qui est une aberration écologique et économique à long terme. Les trains de marchandise devront, entre Béziers et Perpignan, prendre la ligne historique proche de la côte méditerranéenne, une ligne exposée aux inondations, phénomène qui se multipliera avec le réchauffement climatique. Pour rappel, en octobre 2019, sous l'effet d'une submersion marine, ce tronçon a été coupé pendant trois semaines, trois semaines où les trains entre la France et l'Espagne n'ont pu circuler via l'arc méditerranéen. À long terme, cette ligne est condamnée par la montée des eaux. Les projections donnent 50 centimètres de plus en 2050.

De plus, il est primordial que cette nouvelle ligne soit connectée aux gares centrales existantes pour avoir de véritables pôles d'échanges multimodaux, desservis par les TGV pour les correspondances avec les TER, bus urbains, cars régionaux, tramways, etc. Créons les embranchements nécessaires au niveau de Narbonne et Béziers pour que les trains puissent passer facilement d'une ligne à l'autre et accéder aux gares centrales. Ne gaspillons pas l'argent public avec de nouvelles gares excentrées comme cela a été le cas avec la gare de la Mogère, qui est une gare non connectée au réseau TER et destructrice de terres agricoles. Pour rappel, en 2018, le PDG de la SNCF de l'époque, Guillaume PEPY, reconnaissait que cette gare était une erreur. L'histoire nous dit de ne pas recommencer.

La semaine dernière la Ville de Montpellier, hier le Département de l'Aude, aujourd'hui la Métropole, demain nous l'espérons, nombre de collectivités vont alerter sur la nécessité de revoir la phase 2 du projet. Revoyons le projet rapidement car l'urgence climatique n'attend pas.

Monsieur le Président

Merci, Madame MIRALLES.

Patricia MIRALLES

Monsieur le Maire-Président, mes chers collègues. Le fait que cette affaire soit inscrite en première position dans l'ordre du jour du Conseil témoigne bien de l'importance cruciale pour notre territoire de cette ligne à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan, qui permettra de relayer l'Europe du Nord à l'Europe du Sud. Vous connaissez mon attachement à ce sujet et je ne reviendrai pas sur tous les avantages environnementaux, sociétaux, économiques, que représente pour nous ce projet de longue haleine.

J'ai eu l'occasion de travailler avec le Ministre des transports Jean-Baptiste DJEBBARI à de nombreuses reprises sur ce thème, notamment sur les camions qui passent par Le Perthus, puisque nous sommes à 27 000 camions / jour. Il est parfaitement sensibilisé sur ces enjeux, et encore très récemment, il a rappelé la forte contribution de l'État sur ce sujet, et ce dès la phase de consultation.

Ce projet sera encore long à voir le jour, mais il progresse et je suis fière d'y contribuer. Bien entendu, vous pouvez compter toujours sur moi, compter sur mon soutien pour mettre notre territoire sur les rails du progrès. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Députée. Madame DOULAIN et Monsieur REVOL.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Très rapidement, dire qu'évidemment on se félicite de l'avancée de ce projet qu'on attend tous, et on se félicite aussi de voir qu'il y a eu un changement d'approche entre la délibération qui nous est soumise au vote aujourd'hui et celle de la semaine dernière en Conseil municipal. Enfin on réaffirme l'importance d'une ligne mixte fret-voyageurs. Je crois que c'est important d'avoir vu ce changement d'approche. C'est assez rare en politique pour être souligné.

Et je souligne aussi la clarté des propos des écologistes sur la question des nouvelles gares, on le sait, qui sont prévues sur le tracé 2, enfin sur la phase 2, à Béziers et à Montredon. Si Montpellier Sud de France a été élue pire gare de France, c'est bien parce qu'elle est positionnée en rase campagne et qu'elle n'est pas du tout raccordée au réseau de TER, ce qui en fait une erreur, que nous ne devons pas reproduire évidemment à Narbonne ni à Béziers. Donc on se félicite de cette prise de positionnement qui, je crois, est claire. J'espère qu'on pourra aller, avancer vers plus de clarté sur ce dossier, parce que plus nous serons clairs, plus notre parole sera audible et plus nous aurons enfin un projet dans le monde d'après qui soit vraiment du monde d'après. Merci pour vos réponses sur l'ensemble de ces deux éléments importants dans la phase 2. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL.

René REVOL

Puisque beaucoup de choses ont été dites par les gens qui sont intervenus, manifestement, nous devons avancer. J'ai toujours voté pour cette ligne, pour qu'elle se développe, pour les raisons qui ont été avancées, puisque de toute manière la ligne historique va disparaître à l'horizon 2100 avec la montée des eaux, et que donc il faut nous préparer à un autre type de circulation et à des déplacements inévitables, dans plein de domaines. Donc c'est essentiel.

Deuxièmement, la précision fret-voyageurs est essentielle pour pouvoir passer au feroutage. Et j'espère qu'il y aura un jour un pouvoir politique dans ce pays qui ait autant de courage que les Suisses pour faire disparaître les camions de l'A9. Parce que, si ça continue comme ça, il faudra une troisième A9. On ne s'en sortira pas. Donc c'est essentiel de développer et de voter ce projet.

Je précise que depuis des années dans cette enceinte, je m'oppose à ce qu'on appelle le modèle français des lignes à grande vitesse, qui s'oppose au modèle espagnol. Je vous signale que les Espagnols sont en voie de finir Algésiras-Gérone, et la deuxième ligne qu'on met en place, puisque leur ligne historique n'était pas praticable. Donc ils y sont arrivés, mais ils ont un modèle qui est à mon avis essentiel : c'est que, plutôt que de gagner sur l'ensemble du parcours Algésiras-Gérone 4 minutes 30 en évitant les villes, ils les font traverser les grandes villes. Et si vous êtes descendus un jour à la gare de Gérone, vous êtes sous la ville, et quand vous sortez, vous êtes dans la ville. Ainsi, on développe des mobilités douces, alors que le modèle français, qui est un modèle économique – que je ne développe pas – catastrophique, consiste à construire des gares toutes neuves, depuis le Creusot jusqu'à Avignon en passant par Nîmes et Montpellier – le projet sur Narbonne est ahurissant : faire une gare en pleines vignes, il n'y a aucun sens –, tout ça pour essayer de construire des zones immobilières dans lesquelles on opère une rentabilité qui permet de rembourser la gare et en faisant payer un péage à chaque train qui passe dans cette nouvelle gare. Le fiasco complet de la nouvelle gare de Montpellier devrait nous inspirer pour que, dans cette réalisation d'ici 2040, on fasse évoluer les choses pour que les trains du quotidien soient raccordés à la ligne LMNP. Je crois que, sur cette voie-là, c'est important. Mais je vote sans réserve cette délibération.

Monsieur le Président

Merci à chacun de votre contribution au débat. Le calendrier, donc c'est le lancement de la DUP potentiellement, enfin le plus tôt possible, c'est-à-dire avant la fin de l'année, création de la société de financement courant 2022. Madame la Députée, vos propos sont très précieux, et tout ce qui pourra être fait du point de vue réglementaire pour accélérer le dossier sera vraiment le bienvenu, car pour la Métropole c'est clairement une course contre la montre face à la congestion automobile de l'ouest. En tout cas c'est un des éléments de réponse, d'une part. D'autre part, c'est un enjeu très important, parce que c'est un chantier qui va aussi être générateur d'emplois, ce qui n'est pas inutile de soulever pour le territoire, et on y voit là des opportunités sur les clauses d'insertion, sur l'accompagnement. Et puis mettre fin à notre vulnérabilité, parce que dès qu'il y a un épisode cévenol, effectivement, notre territoire doit être résilient. Enfin, on connaît tous l'histoire : quand un animal est percuté par le train, quand il y a des pluies très fortes, le trafic rail vers la péninsule ibérique est coupé. Et nous devons absolument espérer des évolutions très fortes, parce qu'il est

hors de question de tripler l'A9. Mais aujourd'hui, la présence du fret sur camions est un défi d'un point de vue écologique, du point de vue de la sécurité, qui doit être impérativement traité. Espérons qu'on puisse trouver la maîtrise du temps. En tout cas, là, c'est très concret : à travers ces deux votes, c'est un avis pour le lancement de la DUP d'une part, et d'autre part un engagement de financement de la Métropole qui engagera l'Assemblée, il faut le dire, sur plusieurs exercices budgétaires, mais c'est la condition *sine qua non* pour parvenir à ce projet.

Je vous propose de passer au vote. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Sur la grille de financement, qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 3 : SOLIDARITES - POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT - CREATION D'UN ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE METROPOLITAIN – APPROBATION

Mme F. BRAU et M. R.Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 3. Je donne la parole à notre collègue Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-présidente en charge du logement.

Claudine VASSAS-MEJRI

Un petit diaporama, qui va vous présenter l'essentiel concernant la création d'un organisme de foncier solidaire, un OFS, que nous avons déjà évoqué ces derniers mois.

Tout d'abord, revenir sur le contexte de forte tension sur le marché du logement, que nous connaissons tous, le marché immobilier privé qui est très très tendu, puisque nous sommes le troisième loyer privé le plus cher de France, avec une moyenne à 12,70 euros au mètre carré, des prix d'appartements neufs qui ont augmenté de 19 % depuis 2014, et depuis un an, pour les appartements anciens, + 6,8 %, et une très très faible vacance structurelle. Un parc locatif qui est également très tendu, puisque, vous le savez, nous avons 25 500 personnes en attente d'un logement et 1 attribution pour 8 demandes. Bien sûr, une forte croissance démographique, avec + 7 900 habitants par an entre 2013 et 2018, et une population très modeste puisque la Métropole connaît 19 % de taux de pauvreté, et ce taux de pauvreté est encore plus accentué sur Montpellier avec un taux de 26 %. Donc de forts besoins qui sont orientés bien sûr vers des produits accessibles, qui ne le sont pas à l'heure actuelle.

Pour rappel, depuis l'élection du Président DELAFOSSE, nous avons pris déjà plusieurs mesures dans le domaine du logement pour aider les plus modestes et les modestes à accéder au logement. Tout d'abord, un programme local de l'habitat, qui prévoit un certain nombre de logements sociaux (1 770 à 1 935) et en accession abordable. Un renforcement de la servitude de mixité sociale et la création de la servitude de taille de logement : certaines communes ont déjà pris ces mesures, et dans le futur PLUI il y aura des évolutions de cette servitude de mixité sociale pour aller plus loin dans la création de logements sociaux. Une régulation des prix du logement abordable : vous vous souvenez que nous avons voté la précision de plafond entre les prix au mètre carré et en fonction de la taille des logements, de la typologie des logements ; ça n'avait jamais été fait à la Métropole. La création d'un opérateur unique : c'est très récent, c'est en cours, il y a une préfiguration en cours ; c'est la fusion d'ACM et de la SERM. Également, l'encadrement des loyers, que nous avons voté dernièrement, la régulation des meublés de tourisme (les plateformes Airbnb, type Abritel), l'instauration du permis de louer sur Celleneuve. Là, je dois dire, ce qui est important, c'est la mise en œuvre également de ce permis de louer : la Métropole et la Mairie de Montpellier se sont donnés les moyens de contrôler, et j'avoue que je signe toutes les semaines des autorisations ou des refus, et que trois fois sur quatre les gens doivent au moins refaire l'installation électrique et améliorer pour la santé l'aération des logements. Enfin, un renforcement des aides financières pour les propriétaires bailleurs privés qui conventionnent – c'est le point suivant de notre ordre du jour. Et aujourd'hui, la création, le principe de création de cet OFS.

Si on revient précisément à cet OFS pour rappeler ce que c'est exactement, c'est une structure à but non lucratif qui sera agréée par le Préfet pour que le futur propriétaire n'achète que le bâti ; l'OFS restera propriétaire du foncier. Ça s'adresse à quel type de public ? Ça s'adresse aux ménages modestes pour développer un parc de logements en accession abordable pérenne. La structure juridique sera associative pour un lancement le plus rapidement possible autour des membres fondateurs, sachant que les 31 communes de la Métropole peuvent être membres de cette association. Et les objectifs, ce serait de produire en moyenne 400 logements par an. Les 400 logements seraient d'abord sur les 9 communes de la Métropole qui disposent de transports collectifs, mais évidemment, toutes les communes pourront produire ce type de logements, avec une montée en puissance. Et il y aura des plafonds de prix et de ressources.

Comme cela fonctionne ? Tout d'abord, l'OFS fait l'acquisition du foncier, et ce, comme je l'ai dit, pour le conserver dans la durée. Sur le terrain de cet OFS, des programmes immobiliers résidentiels abordables seront développés pour les ménages à faible revenu. Ces ménages achètent grâce à un bail réel solidaire. Ils auront des droits réels sur leur logement, et ils paieront à l'OFS à travers ce bail une redevance qui correspondra au portage du foncier, qui vient s'ajouter aux charges d'entretiens et taxes locales et aux annuités d'emprunt. En gros, ce que j'ai entendu dire, ça serait autour de 1,5 euro le mètre carré par mois, à peu près ce tarif-là. Les ménages ensuite, s'ils veulent partir, quitter ce logement, il y a des règles pour éviter la spéculation ; ils cèdent leur bail avec une plus-value limitée sous le contrôle de l'OFS. Le logement redevient disponible pour de nouveaux ménages avec un plafond de ressources et toujours un prix abordable. Et puis le terrain reste ans cet OFS.

Voilà ce que je peux vous dire de ce projet.

Monsieur le Président

Le calendrier, Madame la Vice-Présidente.

Claudine VASSAS-MEJRI

Le calendrier, voilà. Donc le Président tient à ce qu'on aille très très vite. Les services, que je remercie, travaillent beaucoup sur ce sujet avec les travailleurs sociaux. Aujourd'hui, nous allons délibérer pour approuver le principe de cette création. En novembre, nous approuverons les statuts de l'OFS métropolitain. Fin 2021, début 2022, il y aura une assemblée générale constitutive de l'OFS, donc de l'association qui sera créée, avec les membres fondateurs, et nous demanderons l'agrément de l'OFS métropolitain à l'État, puisque le Préfet doit prendre un agrément. Et le fonctionnement démarrera en 2022, avec les premières acquisitions de fonciers et l'engagement des premiers programmes. Je précise qu'il y a certains bailleurs sociaux qui ont déjà des agréments, mais que là ce sera un OFS métropolitain.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, pour cette présentation et pour votre implication sur tous ces dossiers du logement qui sont si stratégiques sur notre territoire. Est-ce qu'il y a des questions, des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, et puis Monsieur LAFFORGUE, Maire de Castelnau, bien sûr, et Monsieur REVOL.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Madame la Vice-Présidente. Un organisme foncier solidaire, c'est évidemment un outil institutionnel relativement nouveau dans notre pays, et la réussite de ce modèle s'inscrit en fait dans la création de biens communs que sont ces biens essentiels qui nous permettent de vivre, que ce soit le logement, l'énergie, l'alimentation, et qui considère que, souvent, comme le marché faillit, il nous faut prendre soin de ces biens communs et trouver des méthodes pour permettre à la population d'y avoir accès. Ce sont évidemment des outils qui suscitent l'intérêt de notre mouvement depuis le début.

La création de ces OFS est possible depuis la loi de 2016 et ça reprend quelque chose qui existait déjà à la marge dans notre pays et qui avait été développé par les coopératives d'habitants. Depuis, ces OFS ont séduit de nombreuses métropoles en France. Nous nous félicitons donc de la création de celui de Montpellier.

Plusieurs questions se posent cependant. On a compris qu'il y aurait à terme l'objectif de 400 logements par an. À partir de quand ces 400 logements par an en moyenne seront prévus ? Deuxième question. On sait que la facilité, c'est souvent de construire du neuf alors qu'il y a un véritable enjeu aussi à tout simplement rénover certains bâtiments. Donc j'ai vu dans la délibération que c'était prévu, que vous puissiez éventuellement acquérir des biens, enfin du foncier avec des biens dessus, mais quelle serait aujourd'hui à peu près

l'estimation de la part entre rénovations et constructions neuves dans ce type d'acquisition ? Enfin, la Métropole de Lyon, qui a mis en place cette association pour porter son OFS, a prévu un budget de 4 millions d'euros en première année pour l'achat de foncier et un budget de fonctionnement de 350 000 euros. Quels sont environ les montants prévus, si vous les avez, les estimatifs, sur ce volet-là ? Merci beaucoup pour vos réponses.

Monsieur le Président

Monsieur LAFFORGUE. Et puis Monsieur REVOL et Monsieur MEUNIER.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues. En effet, c'est une réponse, et une réelle réponse au logement abordable. Je vous avoue que la Ville de Castelnau avait étudié la création d'un office sur la commune pour pouvoir y répondre. Aujourd'hui, on a une réponse métropolitaine. Bien entendu, la Ville de Castelnau est prête à participer à cet OFS, puisqu'elle répond aux critères, et en particulier avec les lignes de tram et de bus à haut niveau de services. Et sur la zone Eurêka, je pense qu'on pourrait tout à fait répondre avec du logement abordable sur un des plateaux qui sera mis à disposition dans quelque temps.

Juste une petite question technique. En attendant que l'OFS métropolitain ait l'agrément de la Préfecture, en effet, Claudine l'a précisé, des bailleurs sociaux ont déjà un agrément, est-ce qu'il y a possibilité pour les communes de pouvoir utiliser justement ce système en attendant d'avoir l'Office métropolitain ? Merci pour votre réponse.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire. René ? Monsieur REVOL, pardon, Maire de Grabels. Et puis Monsieur MEUNIER, Maire de Lattes.

René REVOL

Juste pour dire notre soutien total à cette initiative, et que la Ville de Grabels est candidate pour y participer, à l'Office foncier solidaire. Nous avons étudié cet Office foncier solidaire dans des villes où il est déjà en place depuis un bout de temps, comme Saint-Malo, Annecy, d'autres villes encore. Et le bilan est assez positif. Et il y a un réel enthousiasme.

La question qui est derrière, et qui est simple, c'est qu'aujourd'hui, tous ceux qui dans cette Assemblée font des permanences hebdomadaires, comme les maires souvent reçoivent des administrés, depuis maintenant six mois, ce qui monte, c'est la crise du logement, et à un niveau extraordinaire. Donc il faut bien en avoir conscience. On est face à une crise qui est liée d'une part à la baisse de la production de logements qui a eu lieu ces dernières années, à la montée de la pauvreté sur notre territoire qui n'est pas secondaire. Lors de la précédente réunion, je crois que c'était au Bureau, Monsieur le Président, vous disiez que Marseille a un taux de pauvreté de 25 %, mais on oublie de dire que Montpellier a un taux de pauvreté de 26 % et que nous devons faire face à cette demande et cette crise du logement, et qu'il y a un véritable effort à faire.

Jusqu'à maintenant, pour régler ce problème, on se posait une seule question. Il faut augmenter l'offre, parce que comme il y a une demande forte, pour faire baisser le prix, il suffit de faire augmenter l'offre. Bref, on s'en remettait aux simples lois du marché et, par là même, on disait qu'en augmentant cette offre, on allait faire diminuer le prix, ce qui s'est révélé faux. Parce qu'en plus, l'augmentation de cette offre est en fait souvent dans des conditions qui n'étaient pas du tout favorables aux territoires, et qui continuaient l'imperméabilisation et la remise en cause finalement de l'équilibre naturel sur lequel nous vivons, et nous ne réglerions pas le problème. La question, c'est quelle offre on augmente et avec quel mécanisme. Donc le prix du logement, il a été déterminé dans des mandatures précédentes. Monsieur MARTIN expliquait ça très bien. Le prix du logement, il est déterminé d'une part par la montée du foncier, d'autre part par les coûts de construction, autrement par les coûts qui sont liés à la promotion immobilière. Il faut agir sur chacun de ces niveaux, et il y a des outils aujourd'hui qui permettent d'agir. Ils ne sont peut-être pas suffisants, mais on n'est pas législateurs, et notre problème c'est d'utiliser les outils existants qui peuvent permettre de faire baisser ce prix. Et c'est un enjeu pour les années qui viennent, qui est considérable. Donc nous soutenons totalement cela.

Alors, il y a toute une série de petites questions que les gens se posent. Par exemple, s'il y a un héritage de ce bien, est-ce que les héritiers peuvent bénéficier de ce bien, alors qu'ils ne seraient plus dans les conditions de ressources ? La personne de Saint-Malo que j'ai eue au téléphone pour discuter de ce problème il y a un an,

un an et demi environ, quand on pensait à ce dossier, nous a expliqué le mécanisme qui était en place et qui permettait à cet héritier d'en bénéficier. Donc je crois que toutes les questions qui se posent, concrètes, dans les semaines qui viennent, il faut qu'on ait un certain nombre de réponses, et après on se lance à fond là-dedans.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Cyril MEUNIER, Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Je ne vais pas rajouter aux commentaires de Frédéric et de René. On est tous d'accord. La principale crise à laquelle on a à faire face, c'est le logement. On a eu beaucoup d'expériences avec les primo-accessions, avec les logements abordables, etc. Ça a résolu pas mal de sujets.

Je pense qu'il y a deux éléments qui nous poussent à se lancer dans cet Office foncier solidaire. C'est, un, qu'il faut arrêter que les ménages à revenu moyen ou faible aillent à l'extérieur de la Métropole et ensuite nous encombrent en voiture quand ils rentrent pour venir travailler chez nous. Ça, c'est très très important. C'est un des enjeux majeurs de notre gestion des problèmes que nous avons sur la Métropole.

La deuxième chose, c'est une question technique à laquelle je n'ai pas entendu la réponse, mais il faut le préciser : c'est qui construit sur ces terrains de l'OFS ? Parce que, bien sûr, il faut acquérir le terrain, mais après il faut pouvoir maîtriser, puisqu'on a vu qu'on avait énormément de mal à maîtriser les primo-accessions ensuite après leur montage. Qui construit ? Il faut donner cette explication durant la séance publique. Merci.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, merci d'abord de vos interventions. Là on prend une délibération qui acte la volonté de créer l'OFS. Évidemment, il sera doté d'un budget, de moyens afférents, ce qui permettra de tenir l'objectif que nous annonçons, qui est un objectif très ambitieux, d'abord de 400 logements, par cet OFS. Si Saint-Malo est une référence, mon cher René, la Métropole de Lille a été pionnière sur ce sujet avec Audrey LINKENHELD, qui a ardemment travaillé là-dessus et qui s'est montrée très disposée à nous suivre. Celle de Lyon a engagé. Et nous, c'est maintenant.

Cet OFS, l'intérêt, Monsieur le Maire de Castelnaud, c'est qu'à la fois ça évite, et que surtout il ait la masse critique la plus importante possible. Parce qu'évidemment il y a du portage financier qui est conséquent. C'est pour ça que, à la fois, il y aura la Métropole, les bailleurs qui le souhaitent, les communes, et des intercos autres que celles de la Métropole. Nous pouvons travailler ensemble. Nous devons travailler ensemble. Ce qu'ont été les rivalités territoriales et les splendides ignorances avec nos voisins doivent progressivement s'effacer, et nous aurons quelques annonces à faire d'ici la fin de l'année là-dessus. Donc il y aura de nombreuses délibérations sur lesquelles Madame VASSAS-MEJRI reviendra, qui traiteront un certain nombre de sujets qui ont été évoqués. Je voudrais quand même que, collectivement, nous mesurions les choix qui ont été opérés par la Métropole depuis un an, avec votre soutien.

Monsieur REVOL a rappelé quelque chose de très important. Il existe un discours qui consiste à dire : les prix sont chers, et donc il faut construire, et comme ça les prix seront moins élevés. Et à Montpellier, la seule stratégie, mais entendons-le, a été de dire : il faut construire, ça fera baisser les prix. Il faut construire. On a besoin de logements sociaux, on a besoin de produits pour les classes moyennes, on a besoin pour les gens de construire. Juste, et je le dis parce que cette semaine j'ai lu une interview dans *Midi Libre*, moi je n'ai rien contre les maisons individuelles, mais juste, je ne veux pas qu'elles soient détruites pour devenir des immeubles au milieu des maisons individuelles. Donc il faut construire dans des territoires de projets.

Et je veux saluer ici Jean-Pierre RICO qui, au salon de l'immobilier, a eu un plaidoyer très fort en disant : il faut construire, mais différemment ; il faut renaturer des espaces, il faut réinvestir des fonciers qui ont été gaspillés, il faut construire à proximité des infrastructures de transport, là où les écoles suivent. Bref, continuer à construire pour répondre aux enjeux de qualité de vie, aux enjeux d'un territoire qui est en transition écologique et solidaire. Donc nous allons continuer à construire du logement, naturellement. Les besoins évoqués par René REVOL nous le rappellent. Mais nous allons le faire, et c'est le travail qui se conduit ensemble autour du PLUi, sur des sites stratégiques mais qui ne sont pas des aberrations. Toutes les communes ici ont vécu ce que Montpellier connaît. On a encore quelques permis qui sont partis. Mais la maison individuelle disparaît : paf, un collectif, pas d'infrastructures, pas de trottoirs, pas de qualité d'espace public.

Bref : il faut que nous reprenions ça. Ça, c'est un gros travail. Mais nous allons continuer à construire, car il y a des enjeux et il faut produire du logement, et il faut le produire selon des principes nouveaux et j'en ai énoncé quelques-uns.

Mais le Maire de Grabels et les collègues ont parfaitement raison. Nous avons rajouté de nouvelles cordes à notre arc. Et c'est ça. Madame VASSAS-MEJRI l'a dit et surtout le mène. Un : nous avons obtenu que Montpellier soit une des métropoles, la Ville centre, mais Métropole, reconnue pour l'encadrement des loyers. On a réuni l'ensemble des acteurs et, objectivement, cette mesure, je ne dis pas qu'elle faisait un consensus enthousiaste, mais en tout cas, chez les associations de locataires évidemment, mais tout le monde a bien compris quels étaient les enjeux. C'est la Métropole, aujourd'hui la Ville centre. Madame la Ministre Emmanuelle WARGON est prête à regarder sur les communes qui sont en tension. Beaucoup de collègues s'en étaient fait l'écho. Donc premier outil, mise en service à la fin du premier semestre 2022. Je voudrais juste indiquer que certaines métropoles l'ont demandé, et ne l'ont pas obtenu.

Deuxième point : ça a été dit, nous nous dotons de la compétence technique de l'examen du permis de louer. On commence par Celleneuve, mais évidemment notre idée est progressivement de généraliser sur des secteurs. Je sais que la commune de Villeneuve en fait la demande. Donc nous sommes en train d'acquérir ce savoir-faire. Ça permet de mettre en location des logements où les conditions de vie sont acceptables (donc travaux d'électricité) et de lutter contre les marchands de sommeil qui sont sur notre territoire une plaie. Et dans quelques semaines, j'aurai l'occasion de m'exprimer sur un dossier qui appelle une fermeté très forte.

Troisième point : nous avons régulé Airbnb, les plateformes. En faisant cela au niveau de la ville centre, demain d'autres communes aussi vont nous rejoindre, on évite que des logements soient captés, alors qu'ils pourraient être mis en location pour des familles.

Encadrement des loyers, permis de louer, régulation Airbnb, soutien à la rénovation du bâti pour pousser des propriétaires à louer grâce à l'ANAH et avec des principes de rénovation énergétique, c'est le travail qui est mené de concert entre Madame VASSAS-MEJRI et Madame TOUZARD, l'aide à 1 300 euros de la Métropole, plus la prime rénov, plus les dispositifs Région, et on va délibérer là-dessus.

Donc nous construisons des logements, pas n'importe où, pas n'importe comment. C'est la culture du projet qui doit l'emporter. Et après cette délibération, mes chers collègues, il y a un petit peu de temps technique et je comprends l'impatience du Maire de Castelnau, en disant « je veux me servir d'un office communal », mais nous nous serons dotés en l'espace d'un an de tous les outils, de quasiment tous les outils que la réglementation nationale, que le législateur nous a donnés pour agir sur le logement. Parce que nous faisons de cette question collectivement, mes chers collègues, parce que nous tenons tous des permanences, où nous sommes tous abordés, nous savons bien que sur la Métropole, il y a beaucoup de gens qui sont en difficulté. Nous aurons le panel des outils pour pouvoir agir. Nous avons fait ça, mes chers collègues, en l'espace d'une année. Nous maîtrisons le temps. Nous maîtrisons le temps et nous nous efforçons de répondre. Après il y aura évidemment des points à ajuster. Mais là nous avons posé un cadre stratégique et nous nous donnons les moyens de nos ambitions autour des problématiques de logement.

Et je voudrais, Madame la Députée, puisque vous nous faites le plaisir d'être là, vous dire combien nous appuyons les propositions de France Urbaine, et que Monsieur le Premier ministre a repris, pour soutenir les élus qui s'engagent dans la production de logements, pour qu'ils aient une bonification financière. Et nous le ferons dans le cadre de projets. Et j'espère que la loi de finances fera cela, parce que les territoires qui sont mobilisés sur la question du logement, ils doivent être soutenus. Il y a des territoires qui jouent les égoïsmes fonciers, les égoïsmes du point de vue du logement, et ça, ça n'est pas possible. Le logement, ça a été dit par tout le monde ici, c'est un droit fondamental. Le logement, c'est un droit fondamental. Et nous, nous nous dotons de tous les leviers que le législateur nous a donnés pour agir, pour garantir l'accès au logement. Et nous savons que nous avons une situation très difficile, que 16 000 personnes attendent un logement social chez les bailleurs, que nous avons un taux de pauvreté au niveau de la Métropole qui est extrêmement important, et nous avons cette variable que nous sommes la troisième Ville la plus chère de France sur les loyers avec les niveaux de revenus que nous connaissons. Voilà les termes de l'équation, mais nous n'en sommes pas les commentateurs. Grâce à l'action déterminée de Madame VASSAS-MEJRI, nous nous dotons de l'ensemble des outils. Je pose cela parce que ça doit être clairement versé dans le débat public, dans le débat démocratique. C'est sûr que cette action-là, ça ne se règle pas sur trois échanges de tweets ; c'est du temps long, c'est de l'action. Mais là, le choix qui est donné, c'est d'avoir l'ensemble des outils. Et franchement, sur cette question du logement, tous ceux qui œuvreront à lutter contre les égoïsmes territoriaux

auxquels nous assistons seront de précieux alliés de la Métropole de Montpellier, qui entend bien faire de cette question un dossier essentiel. On aura l'occasion d'y revenir à travers l'analyse PLH, PLUi et les nombreuses délibérations là-dessus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 4 : SOLIDARITES - ÉVOLUTION DU REGIME D'AIDES PROPRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS PRIVES A LOYER MAITRISES - APPROBATION

Monsieur le Président

Madame VASSAS-MEJRI, affaire n° 4.

Claudine VASSAS-MEJRI

Monsieur le Président, donc là il s'agit d'actionner un levier supplémentaire que j'ai cité tout à l'heure, en faisant évoluer le régime d'aides de la Métropole sur les dispositifs programmés de rénovation de l'habitat, pour développer les logements conventionnés destinés aux personnes modestes et très modestes.

Tout d'abord, sur les copropriétés dégradées de la Mosson concernées par le PIC, le Plan initiative copropriétés, pour déclencher une bonification de l'ANAH, la Métropole participerait à hauteur de 10 % du montant global hors taxes des travaux au bénéfice des syndicats de copropriétés, ce qui déclenche une bonification de l'ANAH qui, au-delà de son financement, rajoute 10 %.

Ensuite, la création d'une aide de compensation des loyers pour les propriétaires bailleurs qui conventionnent un loyer social ou très social sur tout le territoire de la Métropole. Plafonnée à 6 000 euros, elle est calculée à hauteur de 150 euros le mètre carré de surface habitable. Nous pensons effectivement qu'il y a du potentiel dans la Métropole pour conventionner avec l'ANAH et offrir des loyers qui rentreront dans notre parc de logement social.

Et enfin, le versement d'une aide à intermédiation locative forfaitaire d'une valeur de 1 000 euros, en complément de la prime existante de l'ANAH.

Le concours de la Métropole sur fonds propres est plafonné à 10 000 euros par logement hors prime, soit jusqu'à 16 000 euros quand même pour les propriétaires bailleurs qui bénéficieraient de la prime de compensation de loyer à son maximum. Et le non-respect des conditions propres à l'attribution des subventions entraînera leur retrait ou le reversement des sommes indûment perçues. Donc c'est important de le préciser. Il y a des contrôles là aussi pour la bonne utilisation des fonds publics. Il vous est proposé d'approuver ce règlement qui évolue.

Monsieur le Président

Merci, Madame la Vice-Présidente. S'il n'y a pas demande de prise de parole, j'indique juste, et je veux le saluer publiquement, que la Présidente de Région a pris l'engagement de nous accompagner financièrement sur ce dispositif, ce qui a un effet levier puisqu'on obtiendra plus d'aides encore de la part de l'ANAH. Donc ça, c'est de la rénovation du bâtiment, avec les enjeux thermiques de sobriété énergétique, et c'est aussi, pour l'ensemble de nos artisans du territoire, de l'emploi. Donc là, l'effet levier, outre notre dispositif, va s'intensifier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 5 : ANIMATION DU TERRITOIRE - NOUVELLE DENOMINATION DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - CITE DES ARTS - DANSE, MUSIQUE, THEATRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur le Vice-Président à la culture, Monsieur PENSO, pour la délibération de dénomination du bâtiment que nous inaugurons samedi, en présence du Maire de Heidelberg.

Éric PENSO

Mes chers collègues, effectivement, comme vous le savez, le Conservatoire a ouvert ses portes, qui s'appelle, ou qui va s'appeler Cité des arts, a ouvert ses portes à la rentrée pour la grande satisfaction. 10 000 mètres carrés, un bâtiment exceptionnel que je vous invite à visiter si ce n'est déjà fait, et que nous inaugurons effectivement samedi. On m'a fait savoir que les invitations avaient subi un léger retard et qu'elles partaient aujourd'hui. Donc c'est bien confirmé pour samedi, samedi après-midi entre 14 heures et 20 heures vous avez des animations, et à 16 heures vous avez les discours qui sont programmés. Donc ce bâtiment va regrouper pour la première fois l'ensemble des disciplines artistiques que sont la musique, le théâtre et la danse en un lieu unique et exceptionnel. Et nous avons proposé, et ça a obtenu une large adhésion de la communauté du Conservatoire et autres, pour dénommer le bâtiment Cité des arts – danse, musique, théâtre. Alors pourquoi dans cet ordre ? Par ordre alphabétique : danse, musique, théâtre. Effectivement, il y a plus de musique que de théâtre pour l'instant. Il y a pas mal de danse, et l'ensemble des disciplines seront regroupées. Vous pourrez les découvrir si vous êtes disponibles samedi après-midi à travers les animations proposées. Voilà ce que nous proposons à votre délibération.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole là-dessus ? Donc l'inauguration aura lieu samedi à 16 heures en présence du Maire de Heidelberg. Monsieur TRAVIER, on serait très sensible à votre présence parce que c'est un projet qui fut engagé et que vous avez largement suivi. Donc le terme Cité des arts. Et à cette occasion, son Directeur présentera les orientations sur lesquelles il travaille, bien sûr la fonction conservatoire, mais ce lieu sera très grandement ouvert, et c'est pour ça qu'on l'a dénommé ainsi, Cité des arts, sur l'éducation artistique et culturelle auprès de l'ensemble des écoles primaires de la Métropole. Il faut que nous puissions donner à chaque enfant la possibilité de vivre, de rencontrer un instrument de musique, d'avoir une pratique du théâtre, d'avoir une pratique de la danse. Ce sont des éléments fondamentaux de l'émancipation, de la culture. Donc la dimension éducative sera très présente. Cette cité des arts travaille de manière remarquable déjà en réseau avec l'ensemble des acteurs du territoire, que ce soit le JAM, que ce soit le Centre de musiques médiévales de Madame CLÉMENT et le département de musicologie de l'Université Paul Valéry. Enfin, il y a énormément de liens. Et surtout, Mesdames et Messieurs les maires, vous qui portez avec beaucoup d'engagement des écoles de musique dans vos communes, l'idée est bien de fédérer ces écoles de musique et d'être en appui. Et je me réjouis de savoir que nous allons pouvoir également très bien travailler avec le Département de l'Hérault, qui a la responsabilité du SDEM, Schéma d'éducation musicale. Et donc ce terme de Cité des arts, c'est bien pour être emblématique de l'ensemble des exigences que je viens ici de relever, et c'est aussi une affirmation d'un territoire qui donne toute sa place à l'art. On aurait pu évidemment choisir un nom. Ça aurait peut-être plus prêté à discussion, quoique. Mais ce sont le nom, et le programme, et l'identité du territoire de notre Métropole.

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui refuse de prendre part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 6 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES (CIMM) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 6. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 7 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION COMPOCCITANIE POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS DE COMPOSITION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 7. Questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 8 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU GAMELAN UMBUL SARI A L'ASSOCIATION COLLECTIF KOA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 8. C'est tout une série de conventions pour la Cité des arts. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 9 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - CREATION ET ORGANISATION DU PRIX BECRIAUX - MISE A DISPOSITION DE L'AUDITORIUM VARESE - CONVENTION AVEC L'ACADEMIE DES SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 9. C'est un partenariat avec l'Académie des sciences et des lettres. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE NO 10 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CITE DES ARTS - REMUNERATION DES INTERVENANTS EXTERIEURS, TARIFS DES ACHATS DE PRESTATION DE COURS ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 10. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 11 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CREATION D'UN FONDS DE SOUTIEN AUX INDUSTRIES CULTURELLES ET CREATIVES - CADRE D'INTERVENTION DU DISPOSITIF, CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA REGION OCCITANIE ET CHARTE DE FONCTIONNEMENT DES COMITES DE LECTURE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 11. Monsieur PENSO, c'est une affaire extrêmement importante, aussi.

Éric PENSO

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, un mot rapide. C'est une affaire extrêmement importante, avec des enjeux importants pour notre territoire. Nous proposons la création d'un fonds d'aide à la création portant sur les industries culturelles et créatives. Ce fonds d'aide, les enjeux en quelques mots seront de bien sûr soutenir les initiatives émergentes faisant appel en particulier aux nouveaux talents et jeunes diplômés de notre territoire – et vous savez si vous suivez l'actualité qu'ils sont nombreux –, de consolider, de structurer, de développer la filière de l'image du territoire en favorisant la diversité des œuvres produites localement, notamment celles soutenant la création émergente ou s'inscrivant dans des coproductions nationales ou internationales, de soutenir le financement d'œuvres singulières et de recherche qui emploient les nouvelles technologies, les nouveaux supports et la recherche, et d'accompagner la filière des industries culturelles et créatives du territoire en permettant un ancrage durable des acteurs de la filière et en encourageant la création d'emplois qualifiés. Donc cette convention que nous vous proposons est extrêmement importante et porteur d'avenir. Nous en sommes persuadés.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président. Est-ce qu'il y a des questions sur cette affaire ? Donc c'est inscrit au budget, naturellement. Donc ce sont 600 000 euros de crédits d'investissement et ça va avoir un effet levier puisqu'on va recevoir 600 000 euros du CNC pour financer les projets. Donc pour 1 euro mis par la Métropole, c'est 1 euro qui vient d'ailleurs, qui vient du CNC, qui arrive sur le territoire de la Métropole. Et au demeurant, cette mesure elle est extrêmement importante. Vous le savez : la Région par exemple a un bureau du cinéma. Son dynamisme et le montant budgétaire qui a été choisi par Georges FRÊCHE, puis Christian BOURQUIN, puis maintenant Carole DELGA, ont permis de faire de notre Région une des régions de tournage, générant de nombreux emplois dans le champ notamment de l'intermittence, de tous les métiers de l'audiovisuel. Et à Montpellier, sur la Métropole, c'est trop méconnu. En tout cas nous, on va davantage en parler. Il y aura même un élément d'identité territoriale. Les ICC, industries culturelles et créatives, jouent un rôle très important sur le territoire. C'est très méconnu. Enfin, ce n'est pas assez connu. On sait qu'on a Ubisoft, Dwarf, PlugIn Digital, deux écoles que sont l'ESMA et ARTFX qui très clairement préparent beaucoup de jeunes à aller soit à Montréal soit en Californie. Aujourd'hui, les plateformes Disney+, Netflix et autres s'appuient sur l'écosystème montpellierain. Donc il y a tout un univers autour du jeu vidéo sur notre territoire qui doit être soutenu. C'est l'idée de ce fonds. Tout comme sur l'audiovisuel, grâce aux choix stratégiques qui ont été engagés à Vendargues et à Fabrègues, nous sommes en capacité d'accompagner le développement de France Télévisions – il y avait un article des *Échos* hier ou avant-hier qui raconte cela. Et France Télévisions fait clairement le choix de positionner Montpellier comme territoire de référence après Paris. Et donc il y a une dynamique importante d'emplois. Et là, avec ce fonds, ça peut avoir un effet soutien accélérateur. Nous travaillerons sur la structuration des filières avec Madame EMAD, et qui est au croisement de la culture et de l'économie. Et les ICC, les industries culturelles et créatives, c'est un gisement d'emplois qui est extrêmement important. Et il ne faut pas qu'on rate les trains. Et là, très clairement, on se positionne pour être un des territoires en France, j'espère peut-être le, mais en tout cas avec Ubisoft, l'un des territoires en France qui est

porteur. En tout cas, on a tous les savoir-faire, on réussit à se développer. Je termine juste sur le quartier de la création, qui était l'ancienne EAI. Et bien là, nous travaillons à l'implantation, à l'accompagnement de toutes les entreprises émergentes de cet univers qui est passionnant.

Je vous propose de voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 12 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ÉCOLE SUPERIEURE ARTFX - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 12. Convention musée Fabre et ARTFX. Des questions auprès de Monsieur PENSO ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 13 : RESSOURCES - COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE) - INSTAURATION DE L'EXONERATION POUR LES JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES (JEI) ET JEUNES ENTREPRISES UNIVERSITAIRES (JEU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 13. Deux mesures fiscales. Je les présente, Renaud, pour aller vite ? Nous allons exonérer les jeunes entreprises innovantes de CFE, les jeunes entreprises universitaires, c'est-à-dire les entreprises qui se créent avec des docteurs, où leur création d'entreprise à plus de 50 % en R&D pour pouvoir soutenir les créations d'entreprises autour de l'enseignement supérieur. Il y a un travail très précieux qui est engagé par nos deux universités, avec le statut d'étudiant entrepreneur, avec de l'incubation. Et donc c'est une mesure fiscale qui permet d'aider des jeunes chercheurs, des jeunes chercheuses, à pouvoir créer leur entreprise. D'autres métropoles ont ça depuis 7, 8 ans. Et c'est une mesure qui est efficace.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 14 : RESSOURCES - TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES - INSTAURATION DE L'EXONERATION POUR LES TERRAINS AGRICOLES EXPLOITES SELON UN MODE DE PRODUCTION BIOLOGIQUE – APPROBATION

M. C. ASSAF sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 14. C'est l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour tous nos agriculteurs, plutôt viticulteurs au demeurant puisque c'est davantage ceux-là, qui sont arrivés à obtenir la labellisation d'agriculture biologique. Donc pour soutenir ces efforts de transition. Certains sont encore en phase, parce qu'il faut prendre du temps. Mais ici, les nombreux élus au Département savent que la SAU héraultaise (surface agricole utile) est en pleine transition, et les chiffres ne cessent de croître sur le bio. Madame TOUZARD, bien sûr.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues. Merci beaucoup pour ce choix fait, et merci à Renaud de cette décision fiscale. En effet, pour votre information, en 2018 le nombre de fermes en bio sur la Métropole a augmenté de 44 %. On a une augmentation très très forte sur la Métropole. Donc il s'agit bien en fait des exploitations qui se convertissent au bio, pas celles qui sont plus anciennement au bio, dans le cadre de cette mesure. En effet, comme évoqué, ce sur quoi il est important de veiller, entre propriétaires et exploitants, c'est que bien entendu selon la nature de bail, la mesure bénéficie bien in fine à l'exploitant et non pas uniquement au propriétaire. Mais c'est une mesure qui va vraiment dans le bon sens du soutien au développement de l'agroécologie sur le territoire.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT.

Renaud CALVAT

L'objectif est aussi d'inciter les propriétaires à privilégier un exploitant bio. Donc ça peut être gagnant-gagnant pour les deux parties.

Monsieur le Président

Tous ceux qui participent à la transition écologique et solidaire, ils doivent sentir qu'ils sont soutenus, accompagnés. C'est trop facile de lancer des déclarations contre des agriculteurs et des viticulteurs de manière quasi parfois inquisitoriale. Madame TOUZARD, le travail que vous faites est très précieux, comment on accompagne, comment on structure. Là, il y a une mesure fiscale pour ceux qui font ce choix-là. Et je crois que c'est très positif comme levier et ça poussera les propriétaires à mieux accompagner, qui est un des sujets sur lequel on aura l'occasion de revenir, sur tout ce qui est la ceinture verte.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Voilà une unanimité précieuse.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 15 : RESSOURCES - TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES - INSTAURATION DE L'EXONERATION DES VERGERS, CULTURES FRUITIERES D'ARBRES ET ARBUSTES, VIGNES - ADOPTION

Mme C. HART sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 15. C'est la décision sur laquelle nous sommes engagés sur le gel. Beaucoup de nos viticulteurs... On était avec Jean-Luc SAVY dans le vignoble à Juvignac, Jean-François à la cave coopérative de Saint Georges. Régine, c'était super avec l'artiste Sunra, oui, il y a beaucoup de créativité, de belles énergies. Mais il faut soutenir, et donc on se propose d'exonérer la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pour pouvoir accompagner nos viticulteurs, aux côtés du Département, qui a fait un plan d'aide de 5 millions d'euros qui a été très apprécié, et de l'État, qui s'est montré très réactif lors de cet épisode absolument dramatique. Donc l'action de la Métropole a également été saluée. Nous parlerons avec Yvon, qui présentera un plan stratégique autour du vin dans la Métropole. Et aujourd'hui, il est à la Safer.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 16 : ENVIRONNEMENT - RECUPERATION ET VALORISATION D'ENERGIE POUR LE RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID (RMCF) - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EAUX USEES DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT «TAILLADE» - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. HART et M. C. ASSAF entrent en séance.

MM. G. BALAZUN, R.Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. E MAD) et M. SEBLIN sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD, affaire n°16. Récupération et valorisation du réseau de chaleur montpelliérain.

Isabelle TOUZARD

Oui, il y a trois petites diapos. Donc vous le savez, rapidement puisque le temps nous est compté : le réseau de chaleur et de froid montpelliérain est en expansion. Vous avez une visualisation sur cette diapo de là où il est présent. C'est un réseau public, concédé à la SERM sur la Ville de Montpellier. Il y a aussi d'autres réseaux de chaleur sur la Métropole, privés, sur d'autres communes. Et ça, dans le cadre du plan climat justement, on voit comment à l'horizon 2030 on pourra commencer à développer ce réseau en dehors de Montpellier. C'est une DSP jusqu'en 2030 qui est concédée à la SERM. Aujourd'hui, sur ce réseau, 67 % de la source d'énergie est d'origine renouvelable, essentiellement du bois énergie mais aussi de ce qu'on appelle de l'énergie fatale, c'est-à-dire de la récupération d'énergie par exemple de façon innovante, dans le quartier près d'IBM, tout ce qui est récupération des serveurs, de la chaleur produite par les serveurs par exemple. Dans le cas qui va nous intéresser, une source d'énergie qu'on va exploiter pour la première fois sur la Métropole, même si quelques autres grandes villes ont commencé – je crois qu'il y a Nantes par exemple –, il s'agit là de récupérer la chaleur produite par les eaux usées. Ça va se faire sur le quartier de Beausoleil où le réseau est déjà déployé, et où on va donc mettre en place un dispositif avec l'aménagement d'un poste de relevage et puis un échangeur tout à fait particulier. Donc on va pouvoir, grâce à ce dispositif, atteindre près de 80 % d'énergie renouvelable sur le réseau Beausoleil. Il restera un peu de gaz. Alors, c'est un procédé technique assez complexe, innovant. Les services sont à disposition si certains sont vraiment curieux de connaître cette technologie. Mais en tout cas, ce qui est intéressant, c'est que c'est une source d'énergie qui est à l'interface entre deux réseaux : le réseau d'assainissement et le réseau de production de chaleur et de froid.

Une petite parenthèse aussi. Vous savez que le froid, pour être produit, produit de la chaleur. Donc on va aussi jusqu'à récupérer la chaleur produite en fabriquant du froid pour l'injecter dans le réseau de chaleur. On est sûr de la chaleur et du froid, puisqu'il y a des besoins de froid importants liés à la clinique Beausoleil bien entendu sur place, et aux bureaux qui vont être construits.

Il faut savoir que sur tout ce réseau qui va être mis en place, qui va être étendu avec cette nouvelle source de production, cette nouvelle production d'énergie, à peu près 20 % de l'investissement, donc 600 000 euros, vont être consacrés à ces travaux, sur le poste de relevage et sur l'échangeur. Donc la délibération consiste à adopter la convention, qu'on va mettre en place pour 10 ans, avec Veolia d'un côté qui pour l'instant est toujours notre opérateur sur l'assainissement jusqu'à la création de la Régie, et avec la SERM qui elle a la DSP jusqu'en 2030. Donc une convention de 10 ans qui fixe un petit peu tous les termes de cette technique juridique de cette interface, qui est tout à fait innovante, et qu'on va regarder de très près pour voir comment ensuite la démultiplier sur le réseau montpelliérain.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Juste un mot pour saluer cette première pierre d'un dispositif qui va pouvoir se développer sur toute la Métropole, jusqu'à Maera, qui va être une formidable source de chaleur venant de l'économie circulaire.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. C'est vrai que ça peut apparaître très technique, mais quand même : rénovation du bâti, sobriété énergétique et capacité du territoire à produire sa propre énergie. On ne sera pas un territoire à éoliennes. Mais là, il y a des innovations majeures – et merci à la Région, à l'ADEME, d'être à nos côtés pour les porter – qui se jouent. Affirmer la souveraineté énergétique serait très difficile et pas sérieux. Mais tout ce que nous pouvons faire pour produire notre propre énergie est le bienvenu. C'est un enjeu essentiel. C'est un

enjeu géopolitique. Le gaz, on n'en a pas. Le pétrole il en faut de moins en moins pour toutes les raisons que nous connaissons, et puis c'est aussi pour des raisons géopolitiques. Donc le quartier de Beau Soleil, qui justement est un lieu où on va produire du logement, puisque c'est l'ancienne gendarmerie, avenue de Lodève, là, entre la clinique et les logements, nous assurons une production d'énergie. On aura encore un petit peu besoin d'apports extérieurs, mais c'est extrêmement novateur.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote. Adopté.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 17 : ENVIRONNEMENT - CREATION D'UN COMITE DES ABONNES DU RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID (RMCF) - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) et M. J.L. MEISSONNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 17. Il faut désigner des représentants pour suivre ce développement. On propose la candidature de Madame TOUZARD et de Monsieur AUDRIN comme suppléant.

Isabelle TOUZARD

Si je peux dire un petit mot sur le comité d'abonnés qu'on va mettre en place, c'est dans la perspective, quand même c'est important, du classement de notre réseau de chaleur et de froid sur Montpellier, réglementairement. Ce qu'il faut avoir en tête, c'est que dès lors qu'il sera classé, il va falloir qu'on détermine un peu les modalités, les dérogations éventuelles, mais toute nouvelle opération sur la Ville de Montpellier qui se fera à proximité du réseau devra se raccorder au réseau. On se place dans cette perspective, quand même, comme tu viens de dire, de démultiplication des branchements sur le réseau de chaleur et de froid.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Ceux que j'ai indiqués. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 18 : ENVIRONNEMENT - JOURNEE NATIONALE DE LA QUALITE DE L'AIR 2021 - PARTICIPATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 18. Participation à la journée nationale de la qualité de l'air. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 19 : ENVIRONNEMENT - POLITIQUE ZERO DECHET - APPEL A PROJETS 2021 - REDUCTION DES DECHETS MENAGERS ASSIMILES - REGLEMENT DE L'APPEL A PROJETS (AAP) - APPROBATION

*Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) et M. J.L. MEISSONNIER entrent en séance.
M. J.P. RICO sort de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 19. Appel à projets sur la réduction des déchets ménagers pour l'année 2021 à hauteur de 100 000 euros. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vices, Mesdames et Messieurs les conseillers, je me permets de prendre la parole sur les déchets, parce que nos élus qui en ont la charge, Célia SERRANO et François VASQUEZ sont en ce moment à Colmar pour échanger sur les déchets. C'est leur péché mignon. Partout en France, ils ne font que ça : débattre des déchets. Je vous prie de les en excuser. Je me fais donc leur porte-voix et le porte-voix de la politique écolo le temps d'une intervention pour deux délibérations, celle-ci et la 73 qui concerne une politique globale : traiter 250 000 tonnes de déchets que produit chaque année la Métropole. Une politique donc une intervention, pour deux axes majeurs donc deux délibérations.

Le premier axe : considérer que le meilleur déchet c'est celui qu'on ne produit pas et réduire radicalement ce chiffre affolant de 250 000 tonnes. Une girafe pesant 1 tonne, c'est un peu comme si on avait 250 000 girafes qui traînent dans les rues de Montpellier et qu'on doit cacher sous le tapis. Dès ce 1^{er} octobre, on se donne la possibilité d'être surpris par l'inventivité des associations pour innover dans la réduction des girafes, pardon dans la réduction des déchets et dans la réduction des tonnes de déchets. 100 000 euros sur de la participation, c'est une somme non négligeable pour coconstruire avec des personnes qui sont sur le terrain au quotidien une politique zéro déchet digne de ce nom.

Deuxième axe majeur : prendre à bras-le-corps les déchets qui restent et qui resteront même quand on les aura réduits drastiquement. Je vous demanderai donc aussi de voter la délibération n° 73, qui nous permet une mise à niveau du pôle déchet avec l'intégration de 17 agents et agentes dans le service. Dans ces 17 postes, il y a 5 déprécarisations – ce sont des CDD renouvelés de mois en mois depuis des années, et qui seront enfin emmenés vers la titularisation. C'est la bonne nouvelle de la rentrée, qui nous mettra au niveau des autres métropoles. C'est un bon début. Nous revenons, back to the map, au niveau moyen des métropoles. C'est un bon début pour commencer à devenir écologistes sociaux et innovants. Car pour aller chercher 250 000 tonnes de déchets par an, il faut du monde. Donc c'est une politique qui imbrique très fortement conquête écologique, moins de déchets, et conquête sociale, plus d'agents et mieux traités, que nous vous demanderons de valider par ces deux délibérations. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Donc appel à projets pour l'ensemble des associations, pour réduire nos déchets, mieux trier tout ce qui peut être l'innovation citoyenne. Je vous rappelle que nous sommes dans une situation très préoccupante, avec la fermeture de Castries. D'un point de vue financier c'est un coup que la collectivité doit gérer de 10 millions d'euros par an minimum, minimum. Pendant 10 ans ça fera 100 millions, pendant 20 ans au total ça fera 200 millions minimum, sachant que le prix va augmenter. Donc la mobilisation de tous est au rendez-vous. Vous avez souligné qu'on inscrivait 100 000 euros sur cet appel à projets pour soutenir les associations, parce que ce ne sont pas juste les politiques publiques qui vont régler les problèmes. Il faut que tout le monde soit partie prenante du tri, de la résolution des déchets. D'ailleurs nous aurons l'occasion d'avoir des échanges avec les entreprises pour les rendre parties prenantes sur la transition écologique et solidaire, aussi sur ce volet. Il y a beaucoup, beaucoup à faire, de comportements à changer. Là aussi il ne faut pas être sous des modes inquisitoriaux, sinon on est contre-productif. Mais il faut qu'on arrive à convaincre, à mobiliser, et le tissu associatif est de ce point de vue une chance, tout comme la jeunesse qui s'implique énormément sur ce sujet, et apprend beaucoup plus à notre génération et à la génération de nos aînés sur ce sujet que nous avons nous à lui apprendre.

Je propose de passer aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 20 : AMENAGEMENT DURABLE - VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 20. Il s'agit de la modification du PLU sur la Ville de Montpellier. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame MANTION ? Pas de questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Il s'agit du livre blanc. Il s'agit d'accompagner le livre blanc du CHU et je voudrais dire à tous les collègues ici que quand Monsieur LE LUDEC et Monsieur TAOUREL sont venus présenter le livre blanc – ils ont présenté à la Métropole, à la Région, au Département, à la Ville –, ce livre blanc, aujourd'hui, il requiert beaucoup d'attention, et nous allons peut-être enfin réussir à débloquer des crédits en faveur du CHU. Je ne peux pas dire qu'on est en phase d'arbitrage, mais le caractère collégial apaisé, fédérateur, autour d'un projet structurant pour le CHU, devrait enfin nous permettre d'être éligible aux crédits, parce que ça fait 10 ans que nous passons à côté des grands dossiers. Je ferme cette parenthèse.

Je mets aux voix. Pas d'oppositions ? Pas d'abstention ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Luc SAVY, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE GRABELS - APPROBATION

M. J.P. RICO entre en séance.

Mme F. DOMBRE-COSTE et M. S. COTE (avec le pouvoir de M. M. ASLANIAN) sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 21. Modification du PLU de Grabels. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - CESSION A LA VILLE DE MONTPELLIER DES LOCAUX DE L'ANCIEN CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - PARCELLE CADASTREE BY N°150, 3 RUE DE CANDOLLE A MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22. Cession à la Ville de Montpellier, qui achète à la Métropole des locaux pour y construire une école. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame la Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - COMMUNE DE MONTPELLIER - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) - OBJECTIFS ET MODALITES D'ASSOCIATION DU PUBLIC - APPROBATION

MM. G. BALAZUN et S. COTE (avec le pouvoir de M. M. ASLANIAN) entrent en séance.

Mme R. TIKOUK, MM. C. MEUNIER, B. PATERNOT (avec le pouvoir de Mme C. SERRANO) et E. PENSO sortent de séance.

M. J.N. FOURCADE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 23. Création de la ZAC sur la Mosson. Je donne la parole à Madame la Vice-Présidente, Coralie MANTION, avec un petit diaporama.

Coralie MANTION

Rebonjour. Ce projet de ZAC à la Paillade s'insère dans le projet de rééquilibrage que nous avons de la Ville. Ces quartiers ont été complètement délaissés, que ce soit la Paillade ou les Cévennes. Donc là on réinvestit ces quartiers-là avec le dossier ANRU, et ça passe par la création de cette ZAC. Là on est vraiment dans le concret, on n'est plus dans les mots.

Dans cette ZAC, qu'est-ce qui est prévu ? Plusieurs choses. La diversification de l'offre de logements, avec la construction de programmes neufs. Redynamiser l'activité commerciale, dont l'offre sera attractive à la fois pour la population du quartier, mais aussi pour les actifs et les populations extérieures avec des quartiers environnants. Confirmer le rôle du quartier de la Mosson dans sa dynamique métropolitaine, en proposant une nouvelle offre tertiaire de locaux pour les artisans. Aménager des espaces publics qualifiés, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité. Favoriser les greffes urbaines avec la Ville existante. C'est très important, ce point, parce qu'il faut que ce quartier sente qu'il fait partie d'une seule et même cité qu'est Montpellier.

Donc évidemment je vous invite à approuver cette délibération, qui va permettre en fait cette concertation pour définir le périmètre de la première ZAC, du premier remembrement urbain du quartier de la Paillade.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame MIRALLES, puis Monsieur SAVY.

Patricia MIRALLES

Merci, Monsieur le Président. Juste une précision : j'entendais Madame MANTION qui disait que le quartier avait été délaissé pendant très longtemps. Alors, je ne suis pas d'accord, parce que c'est un quartier dans lequel nous avons toujours eu une attention particulière, et ça remonte à Georges FRÊCHE. Je voudrais quand même dire que, sous l'ancien mandat, nous avons tombé les tours d'Alembert, nous avons avec ACM reconstruit le quartier des Hauts de Massane, les terrains de foot qui ont été refaits... Donc il y a toujours eu une attention particulière sur le quartier de la Mosson, et je sais que vous continuerez bien évidemment à avoir une attention particulière sur ce quartier, qui est cher aux Montpelliérains. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame. La parole est à Monsieur SAVY, Maire de Juvignac.

Jean-Claude SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues. Donc effectivement un projet qui est pour moi la première pierre très importante d'un énorme travail à mener sur les 15 prochaines années. Il est vrai que Georges FRÉCHE en 1998 avait commencé en amenant le tram et la ligne 1, parce que le Mondial 98 allait se dérouler aussi sur Montpellier, avait profité de cette arrivée sportive pour commencer à vraiment travailler l'aménagement de la Ville. Mais pour avoir parcouru avec Humbert DAVID des Passagers des Villes et toi, Coralie, ce quartier à pied, dans lequel j'ai longtemps travaillé aussi – donc que je connais très bien –, qui jouxte la commune de Juvignac, je suis très heureux de voir enfin lancé un regard très, très neuf, très important, parce que malgré les efforts, on voit bien que ce quartier, pour sa jeunesse, déperit, et on voit bien que la réponse n'est pas uniquement répressive, même si évidemment il faut aller taper dur sur la délinquance qui s'y trouve.

Aujourd'hui on stigmatise un quartier, mais en réalité la responsabilité républicaine que nous avons toutes et tous, c'est ici d'y mettre les pieds clairement. La République doit pouvoir, par l'éducation, par la mixité sociale, par l'économique, par la biodiversité, par les transversales vertes et bleues, les écoles notamment, s'y réimplanter, là où d'autres ont pris la place. Donc clairement, aujourd'hui, ce quartier, qui va lier avec celui des Coteaux la Ville de Montpellier, mais aussi sur la rive droite la Ville de Juvignac, va permettre enfin de créer quelque chose qui n'est plus la Paillade mais un quartier normal de la Ville de Montpellier, de la Métropole. Donc merci beaucoup pour le travail que nous allons fournir ensemble. Et on se voit mercredi en Mairie avec Humbert DAVID.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Juvignac. C'est la Mosson qui fait la limite administrative entre les deux communes. Nous sommes bien sur l'ouest de la Métropole. Et le fait que vous ayez tenu ces propos, c'est très important. Parce que nous sommes dans un espace de vie, de circulation. Il y a l'embranchement de la ligne 3, la ligne 3 qui arrive au parking d'échange, ensuite la ligne 1. Beaucoup des habitants de Juvignac, mais au-delà, vont aux halles, souvent, très, très agréables, de Saint Georges, se rendent là-bas. Et la stratégie, si Madame MANTION a très bien posé l'outil d'urbanisme pour pouvoir travailler, la ZAC, c'est indispensable parce qu'il faut avancer, il faut avancer. C'est bien une stratégie d'ensemble que nous posons, tout comme avec Monsieur le Maire de Grabels sur le volet des Hauts de Massane, et comment les communes, et nous sommes bien dans l'esprit de l'intercommunalité, comment les communes autour de ce quartier, ou comment les communes travaillent ensemble pour faire en sorte que la République soit là partout, avec les mêmes droits, les mêmes devoirs, avec... Enrayer les processus ségrégatifs. Je ne minore pas, et personne ne le fera, les efforts que d'autres ont accomplis de par le passé, parce qu'ils sont là, et parfois c'est dur. Mais là nous entendons faire avancer les choses sur plusieurs points. Et Monsieur le Maire, merci.

Sur la question des écoles, les écoles en cœur de quartier, qui sont refermées sur elles-mêmes, nous allons travailler à d'autres implantations. On aura l'occasion d'en parler. Écoles primaires. Nous allons effectivement travailler sur l'offre de transport pour mieux connecter, mieux desservir. C'est le sujet BHNS. Nous allons engager une transformation des commerces, qui ont besoin de monter qualitativement. Nous allons réaffirmer la sécurité, avec un commissariat mixte police municipale, police nationale, qui sera implanté, plus grand, avec davantage d'effectifs, et les 50 policiers qui vont arriver, qui arrivent d'ailleurs en ce moment sur le territoire, une partie sera sur ce secteur. C'est au cœur du sujet de la ZAC.

La tour d'Assas, si emblématique, qui certes est le plus haut point d'Occitanie, mais qui fut au mois d'octobre le théâtre de choses qui n'ont pas été à l'honneur du territoire, mais surtout en grande détresse des habitants, va être grignotée. Elle ne tombera pas par effondrement car nous ne prendrons pas de risque pour les habitants autour. On va la voir progressivement être grignotée. Ce sera l'occasion aussi d'une intervention forte de la culture.

Et la chance de ce quartier, et je vous rejoins ici, Madame MIRALLES, pleinement, mais je crois tout le monde, ce sont ses habitants, c'est ce tissu associatif, ce sont ces énergies qui se mobilisent et qui aujourd'hui ont besoin de sentir une temporalité de projet. Là, la décision c'est de créer une ZAC. Ça, c'est un concept d'urbanisme, de droit. Mais elle permet de dire aux habitants « nous entrons dans des phases opérationnelles sur la partie dite basse de la Paillade », le bas de la Paillade sur lequel l'intervention doit être importante.

Autre point, et qui est une très bonne nouvelle aussi, à venir. Sans doute quelqu'un viendra de Paris, du gouvernement de la République, pour nous confirmer l'engagement d'une extension de l'enveloppe de

l'Agence nationale de rénovation urbaine pour traiter Saint Paul. Saint Paul, qui est un centre commercial privé, où auparavant tout le monde pouvait aller, c'était un point du midi, notamment les agents de l'État, de la Direction des finances, cher Jean-Luc, mais qui aujourd'hui est un point de tension et sur lequel la puissance publique ne peut pas intervenir, et donc difficile. Donc nous avons clairement comme projet de transformer cet espace en accompagnant les commerces qui y sont. Il faut qu'ils soient partenaires du projet pour y implanter des grandes halles, qui seront le grand rendez-vous de l'ouest de la Métropole, en tout cas un de ces points d'une Métropole du quart d'heure que nous dessinons. Le quartier de la Paillade doit en être pleinement partie prenante.

Enfin, je voudrais terminer sur la Mosson. Pour tous les maires concernés par ce secteur-là, les vulnérabilités d'inondation, Madame NEGRET est mobilisée là-dessus, et cette grande coulée verte sera aussi l'aménagement d'un espace public généreux, approprié. Il y a plein de *runners* dans cette Métropole, des gens qui ont besoin de ça. Et cette coulée verte est complètement, enfin trop méconnue. Elle doit être aménagée, partagée, ouverte sur le quartier, reliée aux communes de la Métropole. Et c'est vrai que le travail de l'urbaniste Humbert DAVID permet beaucoup de créativité et d'opportunité. Et évidemment, la concertation qui va s'ouvrir sur la désimperméabilisation d'une partie du site, pour avoir un projet suite à l'appel à idées.

Voilà ce qu'il y a derrière cette ZAC. C'est une délibération importante. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 24 : SOLIDARITES - CITE EDUCATIVE MOSSON - APPEL A PROPOSITIONS 2021 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPROBATION - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER entre en séance.

Mme C. RIBOT (avec le pouvoir de Mme M. BORNE) et M. M. REYNAUD sortent de séance.

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ, c'est la Cité éducative. J'en profite : dans la réorganisation de l'administration ont été mis en place des missions territorialisées. C'est-à-dire qu'il n'y a plus de silos dans ces quartiers. Il y a quelqu'un qui est sous l'autorité du Directeur général, qui lui est directement rattaché. Je peux donner son nom : c'est Monsieur GUILLERMO, qui est connu pour beaucoup ici, et qui coordonne, pilote l'ensemble des services pour éviter de dire aux habitants « ce n'est pas nous, ce sont les sports ; ce n'est pas nous, ce sont les écoles ». Donc d'avoir une sorte de direction générale adaptée au territoire pour répondre au mieux aux problématiques des habitants. Là c'est le volet Cité éducative.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 25 : SOLIDARITES - DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2021 - CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Dotation politique de la ville. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? C'est une dotation de l'État de 4,7 millions d'euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

AFFAIRE N° 26 : SOLIDARITES - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - EXERCICE 2021 APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26. Contrat. Attribution de subventions aux associations. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Véronique BRUNET, M. Renaud CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 27 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE ENTRE L'ETAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AXE 1 VEILLE SOCIALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A SIX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. SAINT MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 27. Plan pauvreté, sur l'accompagnement des familles qui se retrouvent à la rue et sur les pensions de famille. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 28 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - PARTICIPATION DE PLANETE OUI AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

FSL. C'est une contribution de 500 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 29 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - PARTICIPATION DE TOTAL ENERGIES POUR 2021 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29. Même vote ? Même vote. Oui, Madame DOULAIN, excusez-moi. Abstention, ok. Pardon.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 30 : SOLIDARITES - BOUSSOLE DES JEUNES - CHARTE D'ENGAGEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CENTRE REGIONAL INFORMATION JEUNESSE (CRIJ) OCCITANIE - APPROBATION ET SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30. Le CRIJ. Madame BRUNET ne prend pas part au vote. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique BRUNET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 31 : SOLIDARITES - LOGEMENT D'ABORD - CHARTE RELATIVE A LA MUTUALISATION DE LA COLLECTE DE L'ENQUETE DE RECENSEMENT DES PERSONNES SANS-ABRI 2022 - "NUIT DE LA SOLIDARITE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. RIBOT (avec le pouvoir de Mme M. BORNE), S. SAINT-MARTIN et MM. B. PATERNOT (avec le pouvoir de Mme C. SERRANO), E. PENSO, M. REYNAUD et S. SEBLIN entrent en séance.

Mmes T. AKBARALY, I. MARSALA (avec le pouvoir de M. M LEVITA) et M. F. RIO sortent de séance.

M. S. DESSEIGNE sort définitivement de séance et donne son pouvoir à Mme V. NEGRET.

Monsieur le Président

Affaire 31. Même vote ? Même vote. Allez-y, Madame.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, chers collègues. Sur la nuit de la solidarité, je voulais dire quelques mots. On touche avec cette affaire évidemment un des points les plus révoltants sur notre territoire qui est le sans-abrisme. L'objet de cette délibération est d'organiser une nuit de la solidarité en janvier pour recenser le nombre de personnes sans-abri ou dans des habitats mobiles, et pour identifier leurs besoins. Cet exercice est évidemment important pour se rendre compte de l'étendue des dégâts et pour documenter au mieux la situation sur notre territoire.

Mais je crois que, sans attendre le recensement, on peut déjà dire qu'il y a beaucoup trop de personnes à la rue sur notre territoire. C'est d'ailleurs souvent ce que les touristes remarquent quand ils arrivent dans le centre-ville. Aujourd'hui, les associations spécialisées sur le sujet évoquent entre 1 800 et 2 000 personnes dans nos rues, des femmes, des enfants, des hommes qui dorment dans nos rues. Et je crois qu'on peut, sans même faire ces études, se douter qu'avec les expulsions aujourd'hui qui ont lieu sans relogement et puis tout simplement la crise économique et sociale que traverse notre territoire, que ces chiffres vont augmenter malgré l'approche de l'hiver. On peut aussi, sans attendre ce recensement, d'ores et déjà se dire que les besoins de ces personnes à la rue sont relativement, pour partie, simples. Par exemple, ne pas prendre d'amende pour mendicité, par exemple ne pas être logé dans des conteneurs dans les centres d'hébergement d'urgence, et ne pas se faire exclure du jour au lendemain sans solution de relogement pérenne.

En gros, ce qui serait pour nous intéressant à documenter, à analyser, à décortiquer, c'est pourquoi au final les élus au pouvoir aujourd'hui se sont tant habitués à ces chiffres et se sont habitués à ce qu'il y ait finalement dans notre Métropole des habitants de seconde voire de troisième zone. Ce qui serait intéressant, c'est de documenter pourquoi les élus ne comprennent pas toujours que lutter contre le sans-abrisme, c'est surtout commencer par ne pas rajouter de la misère à la misère. Et je voudrais dire ici que je ne souhaiterais pas que notre collectivité soit associée, comme vous l'êtes, Monsieur le Président, à ce Préfet bulldozer qui a mis à la rue 250 habitants des bidonvilles du Mas Rouge et du Zénith 2. C'est une expulsion qui a été faite sans préparation, sans concertation avec les services de l'État, sans concertation avec les associations pour lesquelles nous votons des subventions dans cette même Assemblée. Et je crois qu'aujourd'hui expulser des bidonvilles sans solution de relogement, c'est tout simplement les déplacer : s'ils ne sont pas à Montpellier, ils seront sur les terrains d'autres mairies, d'autres communes de la Métropole. Je crois qu'il serait intéressant donc de documenter finalement pourquoi les choix volontaristes et courageux sont si rares en ce qui concerne ce sujet.

Je crois qu'il nous faut aujourd'hui concrétiser le vœu pieu de faire du logement un droit fondamental. Et nous avons notamment une équation à résoudre : c'est que nous avons 2 000 personnes à la rue, peut-être plus, nous le verrons lors de ce recensement ; mais nous avons aussi 12 000 logements vacants sur notre territoire. Et je crois aujourd'hui qu'il faut agir vite et de manière concrète sur ce sujet. L'heure n'est plus pour nous à la documentation. Il faut suivre, il ne faut avoir qu'une seule boussole. C'est celle de l'Abbé Pierre : gouverner, c'est d'abord loger son peuple.

Monsieur le Président

Juste, du point de vue de la rigueur, nous avons 1,7 % de logements vacants. C'est le taux le plus faible de toute la Métropole. C'est le résultat de l'enquête que l'ADIL a conduite dans la disposition de l'encadrement des loyers. Donc j'invite, sur un débat si complexe, sur des situations si difficiles, à beaucoup de rigueur pour pouvoir agir au mieux. D'ailleurs le fait que notre Métropole s'inscrive par cette délibération dans la nuit de la solidarité, qui existe à Paris, sur laquelle les métropoles de Nancy, de Bordeaux, s'engagent, c'est précisément pour aller identifier chacune des situations pour pouvoir répondre aux besoins, tout comme nous le faisons à travers les délibérations sur la création de sept pensions de famille pour sortir les gens de la fragilité, comme nous le faisons autour de l'habitat intercalaire, comme nous l'avons fait sur le squat des Beaux-arts qui a été difficile, et comme nous nous sommes engagés sur ce bidonville de Celleneuve qui préoccupe énormément de gens, autant les personnes qui vivent, en particulier les enfants, dans ces conditions difficiles, que les riverains autour. Et je ne doute pas que beaucoup de gens nous appuieront dans les demandes d'autres communes pour nous aider. Pourront répondre à ce sujet. Un calendrier sera communiqué prochainement, pour pouvoir régler cette situation qui est extrêmement difficile.

Pardon Madame. Je croyais que c'était la réponse. Allez-y, Madame MIRALLES. Et Madame ROS-ROUART. Excusez-moi, je n'avais pas vu.

Patricia MIRALLES

Non, c'est très bien que vous soyez intervenu avant moi, puisque je suis tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit. Je voudrais juste faire une toute petite remarque. Je crois que nous sommes tous des élus concernés, et c'est quand même difficile d'entendre un Préfet se faire insulter parce qu'il fait son travail. « Préfet bulldozer », je suis désolée mais c'est un mot que je ne peux pas accepter, et encore moins dans cette enceinte. Ce Monsieur est un personnel d'État qui fait son travail. Il y a des terrains qui sont des terrains, pas communaux mais des terrains avec des propriétaires privés, et qui ont le droit eux aussi de demander de faire appliquer la loi, ce qu'a fait le Préfet. Voilà, c'est tout. C'est juste cette remarque. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Madame ROS-ROUART.

Sylvie ROS-ROUART

Monsieur le Président, moi, pour signaler que cette loi portée depuis 2017 par le gouvernement et par Madame WARGON nécessite un engagement local très fort, et vous le faites. Précédemment, ça c'était fait aussi. Des métropoles se sont engagées sur le sans-abrisme. Effectivement, pendant très longtemps, rien n'a été fait. Et maintenant les choses avancent : 151 000 en 2020 sans-abri ont pu être logés. Pendant le Covid, des hôtels ont fait des accords avec l'État pour accueillir les sans-abri pendant le confinement. Le fait d'avoir une nuit de la solidarité était un des éléments du rapport. C'est très important de les croiser avec les données de l'Insee. Et je me porterai volontaire évidemment pour cette nuit de la solidarité, si vous avez besoin d'un renfort. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Madame. Effectivement, tout le monde est bienvenu dans ce bénévolat, et évidemment l'implication des élus est nécessaire. Je propose de passer aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 32 : SOLIDARITES - PLAN INITIATIVE COPROPRIETES (PIC) 2019-2024 - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT COPROPRITE DEGRADEE - QUARTIER MOSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes F. DOMBRE-COSTE, I. MARSALA (avec le pouvoir de M. M. LEVITA), R. TIKOUK et MM. R.Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD), F. RIO entrent en séance.

Mmes F. AUBY, J. URBANI, MM C. ASSAF et R. CALVAT (avec le pouvoir de M. W. ARS), sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 32. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. On se réjouit évidemment de la participation de notre Métropole au plan copropriétés initiative. En votant cette délibération, nous participerons à hauteur de 29 000 euros sur la rénovation de trois copros dégradées sur le quartier de la Paillade, sur un budget total de 250 000 euros. On le sait aujourd'hui : les collectivités en France sont au pied du mur sur les copropriétés dégradées. Il y en a plus de 300 000, et sur notre territoire on considère qu'il y a environ 1 500 copropriétés qui peuvent être considérées comme très fragiles. Notre Métropole agit sur le sujet depuis des années. Il y a différents programmes qui sont activés : le programme d'intérêt général, l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et du renouvellement urbain – copropriété dégradée sur Courreau, Figuerolles et au nord de l'Écusson, et puis il y a ce plan national initiative copropriétés dont il est question aujourd'hui dans la délibération. Il y a plusieurs mécanismes qui sont activés.

Évidemment, derrière ces chiffres et ces acronymes, il y a finalement une réalité très diverse des copropriétés dégradées en France sur notre territoire. Mais malgré ces diversités et cette complexité il y a deux points communs sur ces copropriétés dégradées. Le premier point, et c'est une bonne nouvelle, c'est qu'on sait qu'en rénovant ces copropriétés, on a des coûts de rénovation thermique notamment qui sont peu chers et qui permettent vraiment d'être stratégique, et que si on s'attache vraiment à rénover toutes les copropriétés en France et sur notre territoire, c'est tout simplement une manière tout à fait stratégique d'atteindre nos objectifs de réduction de la consommation qui sont les nôtres. Et puis ça nous permet surtout de toucher les Françaises et les Français qui sont les plus impactés par l'augmentation des prix de l'énergie. Je le rappelle : une augmentation de 12 % est prévue sur le prix du gaz en octobre, et en février 2022 on est sur une augmentation prévue normalement d'environ 10 % pour les prix de l'électricité. Donc les questions de précarité énergétique, on n'a pas fini d'en voir le bout, et il faut absolument qu'on puisse agir vite sur cette question des passoires énergétiques. Donc ça c'est ce qui fait que c'est plutôt une bonne nouvelle. C'est qu'on sait qu'en rénovant ces copropriétés, on peut toucher et aider la vie de beaucoup de nos concitoyens et concitoyennes.

Mais le second point, et c'est là où c'est plus compliqué, c'est que ce qui est commun à ces copropriétés au final, c'est la détresse des habitants. C'est qu'on est face à des situations où on a des personnes qui subissent là où elles habitent, et au-delà des questions très matérielles de rénovation, du coût des factures, il y a souvent des personnes qui vivent des situations de dégradation de là où elles habitent, du sentiment d'insécurité. Et on a finalement, que ça soit du côté des propriétaires occupants, ou que ce soit du côté des locataires, des personnes qui ne peuvent d'ailleurs pas partir souvent : si je suis propriétaire dans une copropriété dégradée, je ne peux pas vendre mon logement puisque je ne peux pas acheter ailleurs. Donc je crois qu'il faut vraiment s'imaginer qu'aujourd'hui se sont mises en place dans cette copropriété des spirales, avec des marchands de sommeil, des impayés structurels. Et puis tout ça a été accompagné par la fin progressive des concierges ou des gardiens dans ces copropriétés, et par, en général, dans ces QPV, une dégradation des services publics et puis une ségrégation spatiale qui n'a pas été organisée.

Ce qu'on remarque en fait, c'est que finalement, non seulement il faut accompagner ces copropriétés sur des aspects juridiques, techniques, financiers, mais qu'il faut aussi de l'accompagnement social. Et c'est au final quelque chose qui. L'ANAH commence un petit peu à le faire, mais on est au tout début de ce chantier et on sait que si on ne donne pas la parole aux premiers concernés, si on ne pense pas à ces solutions, et surtout une demande véritablement de lien social, en fait finalement on ne répond pas à la question qui nous est posée et on risque de voir finalement dans 10 ans continuer sur ces copropriétés dont la situation ne va pas s'améliorer.

Donc je voudrais juste remettre sur la table des propositions qu'on porte sur ce sujet. C'est évidemment de réimplanter des conciergeries dans ces copropriétés, et je crois qu'il faut aujourd'hui des moyens humains pour ce sujet. Ça pourrait être une conciergerie à l'échelle métropolitaine, qui pourrait intervenir dans les copropriétés en difficulté, mais aussi éventuellement dans certains quartiers, qui pourrait proposer des services partagés aux habitants de notre Métropole. Et puis c'est aussi valoriser les espaces communs. Je crois aujourd'hui qu'il faut un plan de valorisation des toitures de nos copropriétés. Nous pouvons y implanter les opérations d'autoconsommations par exemple, photovoltaïques collectives, ce qui permettra de réduire les factures réellement des copropriétaires qui habitent ces habitations. Vraiment, on est aujourd'hui en situation de grande vulnérabilité, notamment sur le prix du gaz. Et c'est pour ça que je salue évidemment les projets de chaleur qui sont aujourd'hui développés sur la Métropole. Il faut aussi par exemple des jardins partagés, des ruches, etc. Tout ça doit être pensé avec les habitants, car c'est ça souvent qui revient. Et je voudrais prendre l'exemple des flamants roses à la Paillade sur les Hauts de Massane : oui, on a en partie rénové, oui techniquement on a mis du double vitrage ; mais finalement les problèmes ne sont pas réglés de fond pour rendre ces espaces vivables.

Donc voilà, juste pour dire qu'on ne peut pas aujourd'hui, sur nos copropriétés dégradées, se satisfaire de rénovations de façade. Il nous faut détecter les problèmes à la source pour justement éviter qu'ils nous coûtent finalement après, de manière démesurée, beaucoup d'argent public. Et je crois qu'on sera tous d'accord pour dire que les besoins de liens humains aujourd'hui font consensus dans ces habitats, et du coup de fait dans notre Assemblée pour agir sur les problèmes de fond de ces quartiers. Merci.

Monsieur le Président

Vous avez soulevé une proposition sur laquelle je voudrais réagir, parce que c'est une idée qui est difficile. Celle des concierges. Nous, on a travaillé là-dessus. Beaucoup de maires ont travaillé sur ce sujet. Le problème des concierges, d'abord c'est un coût pour les locataires, dans le parc social ; dans les copropriétés, c'est souvent parce que les charges de copropriété sont élevées. Et souvent un des problèmes c'est que ce métier-là, plus grand monde n'a souhaité l'exercer, parce que quand on vit dans cet espace, votre temps de travail de concierge est souvent mobilisé à des heures un peu indues, vous vous retrouvez souvent mis en difficulté. Et c'est là que se pose la limite d'une idée qui pourrait apparaître très généreuse et très juste là-dessus.

Nous, ce que nous allons développer, parce qu'évidemment il faut du lien social, c'est, à travers les bailleurs, de la médiation sociale. De la médiation sociale sur les références pour renforcer la dimension de proximité. Et ça fait partie du projet, par exemple, pour le bailleur social ACM, ce qu'on appelle le projet K30, horizon 2030, pour pouvoir créer de la présence, avoir des éléments de réponse immédiate. Y compris, on le sait, cette médiation sociale, elle a vocation à être à proximité des copropriétés sur les espaces publics qui, parfois, ne sont pas bien traités, le meilleur exemple, enfin l'un des exemples, pas le meilleur, étant l'esplanade Paul Valéry, qui pourrait être formidablement réaménagée dans un des quartiers de Montpellier sur lequel on va travailler. Il y aura un programme d'ailleurs de développement d'aires de jeux, de jardins partagés, en lien avec les habitants à ce sujet.

Quant à la rénovation du bâti, les nombreux éloges qui viennent d'être adressés sont une invitation à poursuivre. Souhaitons juste un peu de simplification.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 33 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS "COURREAU/FIGUEROLLES/ NORD-ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS ET TROIS COPROPRIETES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 33. Renouvellement urbain. Justement, ce sont des aides. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 34 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 107 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 34. Y a-t-il des questions ? 107 logements réhabilités pour la sobriété énergétique. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 35 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU, FIGUEROLLES, NORD ECUSSON - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS - DELIBERATION N°M2019-70 DU 21 FEVRIER 2019 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35. Même vote ? Même vote. Là, ce sont 6 logements.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 36 : SOLIDARITES - CONVENTION D'UTILITE SOCIALE (CUS) 2021-2026 DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT HERAULT LOGEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 36. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

AFFAIRE N° 37 : SOLIDARITES - CONVENTION D'UTILITE SOCIALE (CUS) 2021-2026 DE LA SA D'HLM FDI HABITAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37, avec FDI. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 38 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS SOCIAUX - 100, D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. ASSAF entre en séance.

M. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 38. Logements sociaux à Ovalie. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

AFFAIRE N° 39 : SOLIDARITES - CONVENTION DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS RELATIVES AU PARC SOCIAL LOCATIF ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LES ORGANISMES D'HABITATIONS A LOYER MODERE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme F. AUBY entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 39. Convention de transmission d'informations au parc social, et la Métropole. C'est un outil de pilotage. Y a-t-il des questions auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Yvon PELLET, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

AFFAIRE N° 40 : SOLIDARITES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE POLE EMPLOI HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LE CADRE DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE METROPOLITAINE CLAUSE SOCIALE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40. Convention de partenariat avec Pôle emploi sur les clauses sociales. On aura l'occasion d'y revenir. Là ce sont les prémices. Ne prennent pas part au vote les administrateurs de la mission locale. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Hind EMAD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 41 : CYCLES DE L'EAU - PLAN DE GESTION DES COURS D'EAU DU BASSIN VERSANT DE THAU ET DE L'ETANG DE L'INGRIL SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE - DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'INTERET GENERAL - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 41. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame NEGRET ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 42 : CYCLES DE L'EAU - DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE - CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA REGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR L'AMELIORATION DE LA DEFENSE INCENDIE DU LOTISSEMENT DU PLATEAU DU PIQUET A GRABELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 43 : AMENAGEMENT DURABLE - CONCESSION D'AMENAGEMENT - CLAPIERS - ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) DU CASTELET - AVIS DU CONSEIL DE METROPOLE SUR LA MODIFICATION DU PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC - CONVENTION DE PARTICIPATION DE L'AMENAGEUR - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 43. Concession d'aménagement à Clapiers. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

AFFAIRE N° 44 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTIONS POUR LE FINANCEMENT ET L'ENTRETIEN D'UN BASSIN DE RETENTION ENTRE LA COMUE LANGUEDOC-ROUSSILLON ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT DE TRANSFERT A L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 44. Bassin de rétention, entre la Comue et Paul Valéry. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

AFFAIRE N° 45 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE TRAVAUX ENTRE L'AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX RUE DU PUECH VILLA A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur LAFFORGUE ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 46 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION RELATIVE AU RETABLISSEMENT DES VOIES DE COMMUNICATION SUITE AU DEPLACEMENT DE L'A9 ENTRE ASF ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CHEMIN DU PRADAS A BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes V. NEGRET (avec le pouvoir de M. S. DESSEIGNE), J. URBANI et M. R. CALVAT (avec le pouvoir de M. W. ARS) entrent en séance.

Mmes A. RIMBERT, C. PINTARD, MM. B. TRAVIER et J. VERA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 46. Y a-t-il des questions ? Madame MANTION.

Coralie MANTION

Cette convention pour établir des voies de communication à Baillargues montre les conséquences, l'ampleur des désagréments qu'a généré le dédoublement de l'A9. Nous réparons les dysfonctionnements engendrés, alors que cet aménagement n'a rien résolu. Le dédoublement de l'A9, c'est 1 milliard d'euros gaspillés dans les mobilités polluantes, des hectares de terres agricoles et naturelles détruites, des paysages détruits, toujours autant d'embouteillages aux entrées de Montpellier, une augmentation de 20 % du trafic, une pollution de l'air doublée, des émissions de CO₂ multipliées. Le constat est là : plus de routes engendre plus de voitures, alors qu'il faut au contraire baisser nos émissions de CO₂ pour lutter contre le dérèglement climatique. Il y a urgence à changer de modèle à l'instar du Pays de Galles, qui vient de renoncer à tout nouveau projet routier. Il y a urgence à arrêter les projets routiers qui ne sont pas des projets d'avenir. Il y a urgence à stopper le COM.

À l'instar du dédoublement de l'A9, le dédoublement de la RD132 ne résoudra pas les problèmes d'embouteillages aux entrées des communes, bien au contraire. Construire ce périphérique autoroutier aura pour effet d'augmenter la circulation, avec un passage de 25 000 à 95 000 véhicules par jour. Gardons une dimension de boulevard urbain au contournement ouest, réaménageons les carrefours, renforçons les transports collectifs, développons les mobilités actives, rentrons dans une ère décarbonée. Le « en même temps » ne fonctionne pas. Faisons des choix clairs. Le projet de COM est une catastrophe écologique annoncée : stoppons-le.

Les écologistes s'abstiendront sur cette affaire de réparation des problèmes dus au dédoublement de l'A9, un projet écocide.

Monsieur le Président

Merci, Madame MANTION. Nous avons sur ce point un désaccord, puisque nous pensons qu'il y a la nécessité, pour sortir le trafic de transit de la Ville centre et pour pouvoir occuper des espaces notamment pour notre réseau de tramway, pour les bus à haut niveau de service, pour offrir beaucoup d'alternatives, de pouvoir créer des opportunités qui permettent de sortir ce trafic de transit. Certains territoires ne sont pas dotés d'offres de transport collectif, y compris avec tous les efforts que nous allons accomplir là-dessus. D'ailleurs, il y a eu la déclaration d'utilité publique sur le volet du contournement ouest, qui doit être un boulevard urbain – ça, nous en convenons –, mais qui apparaît une nécessité.

Je mets aux voix cette délibération, en prenant acte de votre abstention. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. René REVOL, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE - GESTION DU RESEAU PLUVIAL - CONVENTION DE REFACTURATION ENTRE LA COMMUNE DE PEROLS ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 48 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LE CROUS DE MONTPELLIER OCCITANIE POUR LE DISPOSITIF DE BILLETTERIE YOOT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 48. On revient à la culture. Qui a des questions auprès de Monsieur PENSO ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LA FONDATION D'ENTREPRISE DU MUSEE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE NEW YORK TIMES, TELERAMA, LE FIGARO ET FRANCE BLEU HERAULT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION "UNITED STATES OF ABSTRACTION" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 51 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE MONTPELLIER ET LE MUSEE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Luc SAVY, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 52 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DOMAINE D'O - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (EPIC) DU DOMAINE D'O - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52. Domaine d'O. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - RENOUELEMENT DU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE - 2021/2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 53. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 54 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT 2021/2026 - CONVENTION ANNUELLE SAISON 2021/2022 ENTRE LA MEDIATHEQUE JULES VERNE ET LE THEATRE DU CHAI DU TERRAL - SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55. Subventions culture. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Pardon, Madame MARSALA. Ok, Madame MARSALA ne prend pas part au vote. Adoptée. Pardonnez-moi, Madame.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PALAIS DES SPORTS RENE-BOUGNOL - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HANDBALL - AVENANT N° 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christophe BOURDIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 57 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PALAIS DES SPORTS RENE-BOUGNOL - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE DENOMINATION - ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. PINTARD, A. RIMBERT et M. B. TRAVIER entrent en séance.

Mme C. HART sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme T. AKBARALY.

Monsieur le Président

Affaire 57. Dénomination. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ne prenons pas part au vote Madame AUBY, Monsieur BARRAL, Monsieur BOURDIN, moi-même, Madame LLORET, Monsieur PELLET. Monsieur PATERNOT. Et Monsieur ASSAF répondra.

Bruno PATERNOT

Merci, Monsieur le Président. Il y a la politique sportive et il y a le naming. C'est bien de naming dont on parle. Il y a la possibilité d'offrir à nos sportifs et nos sportives des outils convenables et il y a le naming. C'est du naming qu'on parle, comme je vous l'ai déjà dit quand on a parlé d'Angelotti la dernière fois lors d'un précédent Conseil. Le naming, c'est associer les valeurs du sport à celles de la banque, comme la Caisse d'épargne à Charleville-Mézières, de la téléphonie, Orange à Marseille, de la voiture, Skoda à Morzine, et, le plus beau, de Kinder à Rouen. On autorise donc ces grandes marques à se payer une belle image. Nous nous sommes engagés à réduire la taille de la publicité et nous en inscrivons sur nos frontons. En apposant en grand le nom de la marque sur un bâtiment public, c'est, je cite, « faire connaître un produit et inciter à l'acquérir en exerçant une action psychologique » – c'est la définition du *Petit Robert* de la publicité. On parle de produit, on parle d'acquérir ; or le sport n'est pas un bien matériel.

Si on veut raccorder les citoyens et les citoyennes avec notre société, donc avec ces équipements, il faut impérativement qu'on suive la maxime de BOILEAU qui dit que ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement. Le stade s'appelle le stade. La mairie s'appelle la mairie. À Orléans, le théâtre s'appelle le théâtre. Chez nous, le centre de danse s'est appelé pendant des années ICICCNMLRMP. Je vous jure que c'est vrai. Donc comment voulez-vous attirer des gens à la culture si on leur demande d'aller au ICICCNMLRMP ? C'est incompréhensible. Et je nous remercie collectivement d'avoir changé de politique et d'avoir donné ce beau nom de Cité des arts, clair, évident, non généré. Je pense que pour beaucoup de gens dans la population, GGL Stadium, ça ne veut rien dire, alors que stade de rugby, ça voudrait dire quelque chose. On veut faire trop de communication dans notre monde. On donne trop d'informations aux gens.

Les écologistes voteront donc contre cette délibération, car elle souille le service public, car elle rend complexes des choses simples, car elle n'apporte rien à la qualité de l'environnement visuel, et car dans cette période ténébreuse elle nous empêche de bien y voir.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, quelques mots, puis je compléterai.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Sans espoir de convaincre Monsieur PATERNOT, à qui je propose de venir régulièrement assister à des matchs du Montpellier handball, comme du rugby, où il aura l'occasion de se rendre compte que, depuis quelques années d'ailleurs, depuis même très longtemps, ces sports sont professionnels, et malheureusement pour leur financement ils sont ouverts à la publicité, ils sont ouverts à la publicité autour du stade, ils sont ouverts à la publicité dans le stade, ils sont ouverts à la publicité sur les maillots, ils sont ouverts à la publicité sonore, ils sont ouverts à la publicité. Parce qu'il se trouve que le sport professionnel fonctionne, en tout cas c'est comme ça depuis quelques années, fonctionne sur cette alchimie en France entre le partenariat public et le partenariat privé.

Pour revenir au rapport auquel vous faites allusion, et je vous invite d'ailleurs à le relire, là nous faisons droit à une demande du club. C'est le club qui a souhaité, dans le cadre de son modèle économique, nous demander l'autorisation de pouvoir namer le stade. C'est-à-dire que, dans le cadre de leur modèle économique, ils ont un partenaire privé qui se propose de les aider à hauteur de 1 million d'euros sur 4 ans. Et ce million d'euros sur 4 ans, non seulement il se traduit par de l'argent public que nous n'aurons pas à donner, il permettra j'en suis sûr au MHB de continuer à rayonner, à fournir à de nombreuses équipes de France des joueurs, aux prochains Jeux olympiques de nombreux médaillés. Il continuera aussi, par ses résultats et son excellence, peut-être à fasciner encore des enfants qui iront s'inscrire, femmes ou hommes, jeunes enfants, jeunes filles

ou jeunes garçons, à s'inscrire au sein du MHB. Et puis il nous permettra par la même occasion de réduire notre subvention, puisque c'est l'accord que nous avons avec eux : leur permettre de faire un effet de la recette et appel à de l'argent privé pour pouvoir réduire notre participation publique, et permettre ainsi de financer de nouvelles politiques sportives, notamment en faveur des jeunes espoirs, notamment en faveur des quartiers. Bref, toute une dynamique, à laquelle je regrette que vous ne participerez pas. Mais nous continuons nous à avancer.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, merci. Monsieur MEUNIER, brièvement.

Cyril MEUNIER

L'excellence de la réponse de mon ami Christian ASSAF me permet d'être très rapide. Premièrement, je rappelle à vous tous que le sport de haut niveau, c'est aussi un rayonnement pour la Métropole et c'est un des rayonnements principaux de notre Métropole. Le sport de haut niveau, c'est évidemment du professionnalisme, c'est de plus en plus d'argent. On peut le regretter, je suis d'accord avec ceux qui le regrettent, mais malheureusement c'est le cas. Et puis le sport de haut niveau, ce sont également des clubs qui ont des sections amateurs derrière, avec de vraies politiques. En particulier un club qui m'est cher, et vous le savez : c'est le BLMA, qui d'ailleurs vous a ramené – j'aurais voulu que ce soit dit avant – le premier titre national, puisque nous avons gagné dimanche dernier le trophée des champions qui opposait le vainqueur de la coupe de France que nous étions à nos amis de Basket Landes qui nous ont battu en finale du championnat de France. Donc ça, c'est important.

Par contre, il y a une chose que Bruno a dite, à laquelle il faut qu'on veille. Nous aussi à Lattes on va faire une opération de naming pour aider le BLMA à pouvoir maintenir son niveau aux niveaux national et européen. Mais il y a une chose : essayons d'éviter les marques qui ne soient pas en règle avec les valeurs du sport. Un stade qui s'appelle Kinder ou Macdonald, je pense que ce n'est pas raisonnable. Après, il vaut mieux aller dans des noms de marques et des choix de marques qui ne vont pas contre les valeurs du sport et du bien-être et de la diététique. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEUNIER. Vous avez parfaitement raison. Il faut saluer les gazelles. Premier titre de la saison. De toute façon, ce sont les femmes qui éclairent. Donc bravo à elles. Et aussi, en canoë kayak, on a un titre européen qui a été obtenu ce week-end. Ce soir à 18 heures, il y a au parc Charpak un moment pour tous nos médaillés olympiques. Et c'est notre politique sportive.

Donc là on a répondu à une demande du club. Cette demande du club, elle va permettre de dégager des financements supplémentaires pour accompagner le MHB qui en a besoin, qui est un des clubs vitrine. Et Monsieur ASSAF l'a bien dit : nous, ça nous permet, dans le budget général, de réduire la subvention, non pas drastiquement bien sûr, mais un petit peu, pour réorienter sur le sport amateur, sur les quartiers.

On peut comprendre, Monsieur PATERNOT, vos points et la question peut se poser. Le modèle du sport professionnel est un modèle qui ne peut plus aujourd'hui reposer, nous le disons, sur les financements publics, autant. Nous ne pourrions pas suivre, et ici aucun élu ne pourra suivre. D'ailleurs dans les prises de parole des uns et des autres, on dit « il faut plutôt mettre l'accent là, il faut mettre l'accent là », sur un budget. Donc c'est là un levier de recettes supplémentaires pour le club et nous, pour inscrire une trajectoire qui va nous permettre d'aller vers le sport là où il doit être. Tout à l'heure il y avait des propos sur la question du lien social, notamment, dans les quartiers, dans nos communes, pour qu'il y ait le plus d'enfants possibles qui puissent pratiquer le sport.

C'est un sujet... Vous avez rendu hommage, et merci beaucoup, au terme de Cité des arts. Je le dis aux maires : nous on a dénommé une école Samuel Paty. J'ai l'impression que c'était quand même un acte très fort ; il n'a pas beaucoup été relevé. Bon, c'est ainsi. Mais nous, nous le ferons, parce que les nominations, ça compte.

Et je le dis, j'en profite : nous avons des fois des demandes, mes chers collègues, pour débaptiser des endroits. Moi je le dis tout net : j'avais très mal vécu qu'on débaptise le pont de la République à Montpellier, enfin je m'étais opposé. Mais parfois, ça peut se poser. Donc nous allons créer une commission d'historiens pour examiner ces demandes et qu'il y ait un avis motivé. Cette commission d'historiens, je proposerai qu'elle soit créée à l'échelle de la Métropole pour que chaque maire puisse prendre appui dessus s'il est confronté à ça.

Parce que nous avons une avenue Augustin Fliche, et il y a beaucoup de gens qui demandent à ce qu'elle soit débaptisée. Monsieur FLICHE, c'est celui qui a empêché la nomination de Marc BLOCH à l'Université de Montpellier parce qu'il était juif. Et donc on va avoir un rapport d'historiens qui va nous dire si effectivement ce « on dit » est prouvé, véridique, et nous débaptiserons, après l'avis des historiens et pas par la vox populi. On fera de manière rigoureuse et sérieuse. Mais ces historiens nous rappelleront sans doute – je le dis parce qu'en ce moment c'est le débat partout – que la responsabilité de la déportation des juifs et l'extermination des juifs de France, c'est l'État français, et qu'aujourd'hui, je le dis, il y a des chaînes de télévision qui jouent un rôle extrêmement dangereux en n'opposant pas la réponse à certains qui sont en train de mener des contre-vérités historiques. Et de ce point de vue, les dénominations et notre mémoire doivent aussi être très attentives. Ce sont les historiens qui nous fixent les éléments. Notre dénomination de rues et de voies doit être accompagnée, surtout si on fait le choix de changer de dénomination. Je trouve que c'est accablant, enfin c'est un retour... Qu'on remette en cause la déclaration du Président Jacques CHIRAC sur la responsabilité de l'État français sur le Vél' d'Hiv', c'est absolument infamant. Je m'excuse de cette petite digression, mais je pense mes chers collègues que quelle que soit votre sensibilité, vous vous sentez tous très mal à l'aise par la tournure qu'est en train de prendre le débat national là-dessus. La France n'a pas vocation à laisser prise à une « trumpisation » des esprits ou autre réaffirmation du courant monarchiste maurrassien, qui est un vieux fond et qui se mêle toujours à l'extrême droite et à l'antisémitisme. Je sais ici que l'ensemble des élus sont extrêmement républicains.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSÉ, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Clothilde OLLIER, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 58 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - EXERCICE 2021- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Mme P. MIRALLES sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme J. URBANI.

M. B. TRAVIER sort définitivement de séance.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 59 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - TROPHÉE TAURIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59. Trophée Taurin. Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Notre vote exprime notre refus de l'utilisation des animaux pour toute activité qualifiée abusivement de festive, ludique ou sportive. Il existe bien d'autres moyens de donner un spectacle qu'en utilisant des animaux. Les cirques font leur mutation. Il reste encore un secteur qui, sous couvert de tradition, persiste à faire souffrir des animaux pour le plaisir de quelques personnes. Il est regrettable que notre Collectivité finance, organise ces trophées.

Monsieur le Président

Monsieur ASSAF, je vous propose de répondre. Et il faudra voter la 58, excusez-moi, je suis allé vite.

Christian ASSAF

Monsieur le Président, merci. Je doute d'arriver à convaincre mes collègues écologistes de voter ce rapport, mais là encore, je ne peux que vous inviter, Madame RIBOT, à vous rendre dans une arène par un mois d'été d'une de nos communes de la Métropole, à l'ombre des platanes, pour assister à une course camarguaise, à une course libre. Je vous invite également à vous rendre dans les prés autour de nos communes, qui sont entretenus par des éleveurs appelés manadiers, découvrir ces espaces qui font place à la biodiversité, qui ont d'ailleurs résisté pour beaucoup au mitage, aux lotissements. Je vous invite, Madame RIBOT, à venir découvrir la façon dont ces taureaux sont élevés, vénérés, accompagnés tout au long de leur vie d'une façon remarquable. Je vous invite à voir de quelle manière nous les accompagnons, y compris jusqu'à leur mort. Je vous invite, Madame RIBOT, à vous rendre à une course longue en calèche, avec des hommes, des femmes, rieurs, des enfants qui courent derrière, venir découvrir le plaisir, le bonheur d'une course libre, le plaisir, le bonheur des traditions taurines chères à notre Métropole.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER, puis Madame RIBOT pour répondre rapidement. Monsieur MEISSONNIER.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, je ne pouvais pas ne pas intervenir sur ce point-là. Juste, pour Madame RIBOT, je l'invite à venir à une course camarguaise : je lui ferai découvrir que la course camarguaise ne se limite pas à faire souffrir un animal, comme elle peut le penser, au contraire. Juste pour vous expliquer, Madame RIBOT, que les taureaux, pour les plus grands taureaux, font, si on peut parler de prestation dans les arènes, au maximum 1 heure de prestation sur l'ensemble d'une saison, c'est-à-dire qu'ils sortent un quart d'heure, pour vivre jusqu'à 12 ans dans les prés où ils seront idolâtrés, comme a pu le dire Christian ASSAF, et où ils sont respectés, puisque dans certaines communes, vous verrez si vous traversez la Camargue, si vous sortez un peu en rase campagne, si on peut parler de rase campagne, vous verrez qu'à l'entrée des villes, ils sont statufiés. Vous avez des taureaux qui sont statufiés, parce que l'animal est roi en Camargue.

Pour la souffrance animale, je vous dirai que, pour avoir été un des acteurs, en ayant été raseteur pendant de nombreuses années, il y a la souffrance aussi des hommes. Et la souffrance des hommes, les 10 dernières années, il y a eu 4 décès – je vous passe sur les blessures : certains sont sur des fauteuils roulants, certains sont bien sûr beaucoup plus handicapés que ce qu'ils auraient souhaité.

Quoi qu'il en soit, la course camarguaise, c'est aussi la culture, comme l'a dit Christian ASSAF, mon cher collègue, ce sont aussi les traditions et c'est un sport extrême. Les sports extrêmes méritent d'être respectés et surtout de prendre la complète connaissance de ce en quoi ils consistent. Madame RIBOT, je vous invite quand vous le souhaiterez, je vous inviterai aussi à m'accompagner quand je vais donner à manger à mes taureaux, à mes vaches : vous verrez comme ils sont soignés. Si vous croyez peut-être à une certaine réincarnation, vous souhaiterez peut-être un jour d'être un taureau camarguais. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER, le volet spiritualité n'est pas le bienvenu dans une Assemblée laïque. Madame RIBOT voulait répondre.

Catherine RIBOT

En quelques mots effectivement, je sais qu'il faut être bref. Monsieur ASSAF, il peut arriver que les traditions aient des charmes. Cela peut arriver. Il peut arriver l'inverse aussi. Et dans ce cas-là, il est possible de prévoir des changements. La durée des prestations dont vous parlez, Monsieur MEISSONNIER, peut dans certains cas être toujours trop longue, suivant la prestation. Les prés, certes, la Camargue, ce que vous avez cité, effectivement, ont des charmes.

Effectivement, la souffrance peut être statufiée, Monsieur MEISSONNIER, mais il est aussi possible de considérer qu'une personne publique comme la Métropole n'a pas à financer certaines activités qui entraînent de la souffrance animale. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame RIBOT. Excusez-moi : je mets aux voix l'affaire 58, qui devrait être consensuelle puisque c'est Montpellier judo, le tambourin et les Rabbits baseball de Clapiers-Jacou. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Et celle où chacun a pu exprimer ses positions, l'affaire 59 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 60 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 60, sur l'attractivité. Je voudrais ici dire peut-être quelques mots, sur l'attractivité. Monsieur MEUNIER, les résultats de l'hôtellerie cette année sont extrêmement positifs. Vous avez été jusqu'à dire – si vous le dites c'est que c'est vrai – qu'on a une situation comparable à celle de 2015. Donc c'est la mobilisation de tous, effectivement, il y a une partie du tourisme qui s'est repositionnée sur le pays, y compris la mobilisation qui permet d'obtenir ces bons résultats, très bons pour l'emploi. D'ailleurs on entend partout qu'on peine à recruter dans ces secteurs, comme dans tant d'autres. Donc la dynamique est là.

La très bonne nouvelle aussi, mes chers collègues, c'est que l'enveloppe pour les congrès d'assurance, vous savez ce dispositif qu'on avait pris le 31 juillet de l'année dernière de 500 000 euros, qui consistait à dire que si le congrès est annulé parce qu'il y a une nouvelle vague épidémique, nous prendrions en charge une partie des frais non couverts par les assurances, a été un élément de confiance extrêmement important pour les opérateurs. Et nous avons un Corum qui est plein : 40 événements entre le 1^{er} septembre et le...

Cyril MEUNIER

(Hors micro.) 51.

Monsieur le Président

51 entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre. Donc nous sommes une des métropoles, en termes d'attractivité de congrès, qui est parmi les plus importantes. Donc vraiment bravo aux équipes de Montpellier Events, de l'Office du tourisme, pour l'ensemble des professionnels.

Oui Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN

Il est question – juste, très rapidement – dans cette affaire d'attribuer des subventions pour aider l'organisation de congrès dans la Métropole. Sur le principe, on est évidemment d'accord, d'autant que la première subvention, c'est proposé pour un congrès scientifique sous l'égide de l'Université de Montpellier, et puis la troisième, c'est pour un congrès sur l'agroécologie porté par Agropolis International.

Mais la deuxième subvention qui nous est soumise au vote aujourd'hui, elle nous étonne à plus d'un titre. D'abord, sur le destinataire, il est indiqué le nom de deux structures : il y a les bénévoles de Cambacérès d'une part, et d'autre part une structure pour laquelle on n'a que l'acronyme, qui est le GODF. Pour information, le GODF, c'est le Grand Orient de France, la plus ancienne obédience maçonnique française et la plus importante d'Europe. Le Grand Orient organise son assemblée générale à l'Arena Sud de France en octobre et sollicite notre aide à hauteur de 15 000 euros. C'est le montant proposé. Pardonnez-moi, mais personnellement je m'interroge. Cet événement, est-ce qu'il relève de l'intérêt général ? Cette loge maçonnique, qui rassemble plus de 50 000 membres, qui a une trésorerie relativement confortable, ne peut-elle pas solliciter d'autres moyens pour cofinancer son assemblée générale annuelle ? Une cagnotte participative peut par exemple faire l'affaire. Ça pose d'autant plus la question qu'après vérification, l'association des bénévoles de Cambacérès qui est destinataire de la subvention de 15 000 euros est une coquille vide, puisque son unique objet social est je cite « l'organisation de l'assemblée générale du Grand Orient de France ». Est-ce que c'est bien sérieux aujourd'hui de mettre 15 000 euros là-dessus, alors que les biologistes et les chercheurs en agroécologie, sur la même délibération, eux ne se satisferont que de 2 000 euros pour des événements, pourtant, qui devraient davantage relever de notre soutien ? En termes d'équité, ça pose quand même une grosse question de subventionner 15 000 euros une association coquille vide au regard des subventions qu'on donne à d'autres associations.

J'ai donc, Monsieur le Président, deux questions très simples et précises. Cette AG du Grand Orient de France relève-t-elle selon vous de l'intérêt général ? Si oui, pourquoi ? Et quelle plus-value apporte-t-elle aux habitants de la Métropole qui justifierait le montant important qui est accordé ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER va vous répondre.

Cyril MEUNIER

Madame DOULAIN, j'aurais envie, mais... Si, je vais me le permettre. Tout à l'heure, Michaël nous a parlé de l'histoire revisitée. N'oubliez pas qu'à côté des juifs, des tziganes, des personnes handicapées, il y avait aussi les francs-maçons, qui, a une sombre période de notre histoire, ont souffert au même titre. Non, je ne vais pas vous répondre comme ça. Je vais répondre de façon très clinique et vous allez vite comprendre. On n'est pas là pour juger... Évidemment, si l'objet du colloque ou de la rencontre était totalement contre les idées d'humanisme et portait des valeurs qui sont totalement critiquables, évidemment qu'on ne le ferait pas. Mais on n'est pas là pour juger de la nature du colloque. On est là dans une démarche très clinique de qu'est-ce que rapporte cette réunion, quel qu'en soit son objet. Vous me dites : les chercheurs. Oui, les chercheurs, on donne 2 000 euros. Mais ils sont 160. On donne 15 000 euros au Grand Orient tout simplement parce qu'ils sont 1 800 à 2 000. Donc on est là dans l'intérêt général non pas sur la thématique, mais sur l'attractivité et le retour économique et de rayonnement. Et c'est vrai que le Grand Orient de France, qu'on pense ce qu'on veut des loges maçonniques, des obédiences maçonniques, c'est quelque chose qui apporte une notoriété importante aussi à notre territoire au vu des personnes qui vont y participer et des valeurs qu'elles défendent. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, Mme C. SERRANO, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N° 61 : ATTRACTIVITE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT 2021-2023 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE MONTPELLIER, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT, L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE HERAULT TOURISME ET L'OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION D'APPLICATION N°1 : PARTAGE DES DONNEES TOURISTIQUES SIT 34 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

Monsieur le Président

Affaire 61. Convention de partenariat entre le Département et l'Office du tourisme. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

AFFAIRE N° 62 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'HERAULT - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 63 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX ECOLES DU NUMERIQUE DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2021 - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. REYNAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Soutien aux écoles du numérique. Ce sont un certain nombre de structures qui nous accompagnent pour lutter contre la fracture numérique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clare HART, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 64 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE COMPTE DE L'I-SITE MUSE ET LE BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Convention entre l'I-Site Muse et le BIC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Mathilde BORNE, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÉCHE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 65 : ATTRACTIVITE - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES THEMATIQUES "DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE" ET "RESSOURCES HUMAINES" - EXERCICE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. S. COTE (avec le pouvoir de M. M. ASLANIAN) sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 65. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, Mme Michelle CASSAR, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jacques MARTINIER, M. Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 66 : ATTRACTIVITE - PROJET DE COOPERATION DECENTRALISEE COOPALIM - FES (MAROC) - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - MISSION D'EXPERTISE - AUTORISATION ET FINANCEMENT DE LA MISSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Coopération décentralisée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Marie MASSART, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 67 : ATTRACTIVITE - MISSION BARCELONE - PARTICIPATION AU VII FORUM MONDIAL DES SIGNATAIRES DU PACTE DE POLITIQUE URBAINE ALIMENTAIRE (MUFP) DE MILAN DU 19 AU 21 OCTOBRE 2021 - APPROBATION

M. L. JAOUL sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 67. Pacte avec Barcelone. Mission pour la politique urbaine alimentaire. Qui a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 68 : RESSOURCES - ATTRIBUTION DE FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 68. Attribution de fonds d'équipement aux communes pour Beaulieu, Jacou, Pignan, Saint Jean de Védas. Qui a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 69 : RESSOURCES - ADHESION AU CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX (CFMEL) - EXERCICE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69. C'est l'adhésion au Centre de formation des maires et élus locaux. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Renaud CALVAT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES - CREATION D'UNE PRIME D'INTERESSEMENT A LA PERFORMANCE COLLECTIVE EN FAVEUR DES AGENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. M. REYNAUD entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 70. Monsieur RAYMOND, c'est la conséquence de l'affaire de fin juillet. Donc c'est la création de la prime d'intéressement collectif qui est fixée par la loi à hauteur de 300 euros. Qui a des questions auprès de Monsieur RAYMOND ou des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur DESSEIGNE, contre, en cohérence avec son vote de juillet. Un contre. Abstentions ? Abstention pour Madame MIRALLES. Oppositions ? Adoptée

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Serge DESSEIGNE.

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 71 : RESSOURCES - RELATIONS INSTITUTIONNELLES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - MODIFICATIONS DES CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71. Services communs. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Oui ? Abstention pour Madame MIRALLES. Pour toutes les affaires ressources humaines ? Ok, merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Patricia MIRALLES.

AFFAIRE N° 72 : RESSOURCES - MISE A JOUR DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES DE LOGEMENTS DE FONCTION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72. Même vote ? Même vote. Non, une abstention sur la 72. Elle est adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 73 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

M. S. COTE (avec le pouvoir de M. M. ASLANIAN) entre en séance.

M. J.L. MEISSONNIER sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme S. MONIN

Monsieur le Président

Affaire 73. Modification du tableau des effectifs. Ça a été évoqué tout à l'heure. Nous ouvrons, conformément à ce qui a été dit, la résorption de la précarité qui s'était installée, où il y avait des agents qui avaient plus de 5 ans d'ancienneté dans la Collectivité notamment chez nos ripeurs et dans les médiathèques... Donc nous commençons à résorber. Il y a un travail avec les organisations syndicales. C'était un engagement. Donc on verra d'autres vagues au tableau des effectifs arriver. Je me permets, Joël, de soulever ça. C'est un élément important. On peut avoir quelques CDD ponctuellement, mais là c'était devenu le statut permanent, privant les gens de situations.

Je mets aux voix. Abstention sur la 73 ? Deux abstentions sur la déprécarisation. Contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 74 : ATTRACTIVITE - CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE COLLABORATION PEDAGOGIQUE ENTRE LE CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme F. DOMBRE-COSTE sort définitivement de séance et donne pouvoir à M. S. COTE.

M.M. REYNAUD sort définitivement de séance et donne pouvoir à Mme R. TIKOUK.

M. C. ASSAF sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 74. Convention avec l'Université, avec le Master territoire de l'urbain. Des étudiants qui se destinent à travailler dans les collectivités pour beaucoup sur les démarches de démocratie participative. On propose une convention pour accompagner le Conseil de développement que nous installerons au prochain, enfin sur lequel on délibérera au prochain Conseil de Métropole. Donc on aura évidemment un débat. Je rappelle que chaque maire est tenu de nous donner un certain nombre de noms.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - TARIFS BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES - MODIFICATION DES DELIBERATIONS N°M2020-483 DU 17 DECEMBRE 2020 ET N°M2021-384 DU 28 JUILLET 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 75. Ce sont les tarifs du musée Henri Prades. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 76 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 76. Délégations. Est-ce qu'il y a des questions ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Patricia MIRALLES.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 77. La composition de la CCSPL et acter le remplacement d'une association qui a demandé à partir.. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 78 : CYCLES DE L'EAU - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNEE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 78. Rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur REVOL ? Pas de questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 79 : CYCLES DE L'EAU - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'ASSAINISSEMENT 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 79, sur l'assainissement. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur le Vice-Président, René REVOL ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Il y avait une question qui était posée par Madame DOULAIN, à laquelle j'ai partiellement répondu tout à l'heure. Donc il y a la DUP qui a été délibérée sur le COM. Je voudrais préciser que ce que nous souhaitons, c'est la réalisation d'un boulevard urbain, en route express, avec des opportunités de pouvoir y installer des bus à haut niveau de service. Vous nous posiez une autre question : la question sur le financement. Il n'est pas acté dans ce budget des financements, et nous avons demandé à l'État d'assumer sa responsabilité du point de vue du financement, et il y aura prochainement des annonces sur ce dossier, qui est bloqué depuis 1995. J'ai évoqué au fil de l'eau qu'il y aurait un certain nombre d'informations qui seraient communiquées par différents représentants, et c'est à cette occasion-là que les choses seront clarifiées.

Chers collègues, je vous remercie d'avoir été succincts dans vos prises de parole pour nous permettre d'être nombreux. Comme il y a le congrès de l'AMF et que beaucoup de maires se rendent à l'AMF, nous décalons au mardi 23 novembre le Conseil de Métropole, car beaucoup de collègues vont au congrès de l'Association des maires de France, qui se déroule de nouveau à Paris, Porte de Versailles, et où le Président de la République devrait intervenir. Enfin, la vie de l'AMF, en ce moment, est intense. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h40.